



**RAPORT EVALUATION FINALE
du PROJET KAFAMUYA
Février 2024.**



UNE PUBLICATION DU CISP

Titre du projet : Kafamuya : projet d'appui à la promotion des droits et la protection des populations migrantes avec un focus sur le genre

Titre de l'évaluation : Évaluation finale du projet « Kafamuya »

Auteures : Valeria Costa et Éveline Chevalier

Photos : équipe du CISP

Donateurs : Union Européenne et Coopération Suisse

Les points de vue et les opinions exprimés dans cet ouvrage sont ceux des auteures et ne reflètent pas nécessairement la politique ou la position officielle de l'Union Européenne, ni de la Coopération Suisse.



CISP © 2024. Tous droits réservés.

Le contenu de cette publication ne peut être partagé qu'avec l'autorisation préalable des éditeurs et des auteures.

Veillez nous écrire à l'adresse suivante : cisp@cisp-ngo.org

Table des matières

REMERCIEMENTS.....	4
RESUME	5
SECTION 1: INTRODUCTION.....	8
1.1. Introduction et Contexte	8
1.2. La stratégie d'intervention du projet.....	8
1.3. Le rôle des partenaires.....	10
1.4. Le but de l'évaluation.....	11
SECTION 2 : MÉTHODOLOGIE.....	12
2.1. Conception de l'évaluation	12
2.2. Collecte des données	12
2.3. Analyse des données et considérations éthiques	13
2.4. Défis rencontrés.....	16
SECTION 3 : PERFORMANCE DU PROJET	17
3.1. Pertinence du projet.....	10
3.2. Efficacité.....	15
3.3. Impact	37
3.4. Efficience.....	17
3.5. Durabilité	17
SECTION 4 : CONCLUSION	49
SECTION 5 : RECOMMANDATIONS	51

Remerciements

Cette évaluation n'aurait pas été possible sans le soutien et la contribution des équipes du projet du bureau CISP de Bamako et des codemandeurs ARACEM, ATC et CAS. On remercie les coordinateurs, les animateurs et agents de terrain des trois codemandeurs qui ont dépensé beaucoup de temps dans les entretiens et ont partagé des informations clés, leurs visions et recommandations. Les consultantes tiennent particulièrement à exprimer leur gratitude à tout le personnel du CISP qui a facilité la logistique et a participé activement à cette évaluation et aux équipes de ATC, CAS et ARACEM qui nous ont accueillis lors de leurs activités sur le terrain et ont organisé des rencontres avec les bénéficiaires du projet. Merci au directeur de AAOMM et ADH pour l'accueil et le dialogue qui a beaucoup contribué à la rédaction de cette évaluation.

Pour les groupes cibles, les femmes, les jeunes et les enfants qui ont volontairement participé à l'évaluation, les informations qu'ils ont fournies sont le pilier de ce rapport. Sans leur ouverture et esprit constructif, cette évaluation n'aurait pas été possible.

Enfin, le donateur du projet, l'Union Européenne et la Coopération Suisse, on les remercie vivement d'avoir financé ce projet qui offre un soutien très important aux personnes en mouvement et aux victimes des VBG à Bamako et Mopti.



Résumé

Le projet : Cette évaluation finale du projet « Kafamuya : projet d'appui à la promotion des droits et la protection des populations migrantes avec un focus sur le genre », a été commissionnée par le CISP et ses 3 codemandeurs, ARACEM (Association des Refoulés d'Afrique Centrale), ATC (Association Tilé Coura), et CAS (Coalition Anti/Sida). « Kafamuya » était un projet de deux ans mis en œuvre à Bamako et Mopti, financé par l'Union Européenne avec le cofinancement de la Coopération Suisse. Initialement le consortium incluait aussi un quatrième codemandeur, AMSODE (Association Malienne pour la Solidarité et le Développement), qui toutefois a terminé son mandat à la fin de la première année étant donné leur expression de volonté de retrait et les éventuelles divergences avec les termes du contrat.

Le projet s'est déroulé du 1 Décembre 2021 au 30 Novembre 2023. L'objectif global du projet « Kafamuya » était de contribuer à la protection et la défense des droits des communautés migrantes (en déplacement, réfugiés/ demandeurs d'asile, déplacés forcés) axé sur les minorités de Genre au Mali. L'objectif spécifique était de soutenir la mise en place d'un système de protection des communautés migrantes, en particulier des minorités Genre, en veillant à leurs prises en charge, à leurs intégrations et à un réseau de plaidoyer à Bamako et Mopti. Ces objectifs sont bien ancrés dans l'atteinte de trois (3) résultats.

But de l'évaluation : Ce rapport d'évaluation couvre toute la durée du projet, de décembre 2021 à novembre 2023. Les objectifs de l'évaluation sont de : a) Comprendre et réfléchir sur la performance du projet selon 5 des 6 critères du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) : pertinence, efficacité, efficience, impact et durabilité. b) Documenter les leçons apprises et les meilleures pratiques. c) Offrir des recommandations pour une prochaine intervention.

Méthodologie : Cette évaluation finale est principalement qualitative, mais une analyse quantitative des produits et des bénéficiaires réalisés a également été effectuée. Tous les documents à disposition ont été analysés ; si pour l'analyse quantitative on a utilisé surtout le rapport final du projet, l'analyse qualitative est principalement basée sur les rapports d'activités menées pendant les deux années et les notes des rencontres prises par les consultantes du CISP en février 2024.

Note : Bien que ce rapport adopte le masculin pluriel selon la règle française, il intègre pleinement une approche inclusive prenant en considération les genres féminin et masculin.

Performance :

Pertinence : L'évaluation finale confirme que l'intervention a été très bien construite car elle répond aux problèmes des groupes cibles en travaillant sur plusieurs niveaux interconnectés : la réponse immédiate à leurs besoins (résultat 1 – niveau individuel), la sensibilisation des groupes cibles mais aussi des communautés d'accueil (résultat 2 – niveau communautaire), le renforcement systémique des services de réponse aux besoins des groupes cibles par le renforcement du réseau des acteurs de référence gouvernementaux et non gouvernementaux (résultat 3 – niveau institutionnel).

Efficacité : En général, on observe que la mise en œuvre du projet est conforme à la proposition. Il y a des changements de stratégie mineurs qui ont amélioré l'efficacité, l'efficience et la durabilité du projet, et il y a aussi des changements de stratégie plus importants, apportés au début de la deuxième

année pour répondre à une inefficacité observée dans la composante gérée par le partenaire AMSODE avec le demandeur, faisant interrompre le contrat. Un des effets le plus relevant est avoir interrompu l'action dans les camps PDI à Mopti.

Grâce aux petits et grands changements stratégiques, le projet a dépassé le nombre total de groupes cibles fixés dans la proposition de : 140% pour les prestataires de services en termes de formation ; 150% pour les personnes prises en charge ; 120% pour les autorités et 160% pour les communautés d'accueils qui ont acquis une connaissance sur les droits des migrants. Les activités ont aussi amené des changements importants auprès des groupes cibles et donc ont permis d'atteindre les résultats escomptés du projet : 58 prestataires des services dans les OSC ont amélioré leur capacité de prise en charge des groupes cibles ; +/-7480 migrants, PDI, femmes victimes de la traite et minorités sexuelles ont été protégées ou assistées ; +/- 8090 migrants, PDI, groupes vulnérables et communautés d'accueil ont acquis une meilleure connaissance sur leurs droits; 60 autorités nationales et +/- 500.000 personnes des communauté d'accueil/résidente ont acquis une connaissance sur les droits des migrantes et des minorités Genre ; 9 micro-subsidies allouées ont pris en charge les migrants en difficulté et ont réalisé des activités de sensibilisation et de plaidoyer ; 1 plan de plaidoyer sur les droits des communautés migrantes en intégrant la dynamique GENRE a été développé et réalisé par un réseau d'acteurs clés ; 32 OSC se sont intégrés au réseau autour de la migration ; 4 structures régionales et internationales ont augmenté leurs compétences sur les violations des minorités sexuelles.

Impact : D'après les informations recueillies au cours de la première année du projet, tous les animateurs qui ont participé aux formations ont déclaré avoir changé leur façon de répondre aux besoins des groupes cibles et avoir appris à animer des groupes de parole. Sur la base des entretiens menés pendant l'évaluation finale, il y a eu une grande amélioration dans la pratique des groupes de parole et les participants étaient en général très satisfaits.

La prise en charge individuelle a été d'une importance capitale pour 7.480 personnes qui étaient : hébergées et nourries dans les centres d'accueil de ARACEM, BLAM, AAOMM, VER, WHAT et AJDM ; soutenues par la prise en charge sanitaire et juridique, à travers le rapatriement, le logement sécurisé et le développement des compétences professionnelles.

Tous les entretiens avec les partenaires et les bénéficiaires de l'initiative ont révélé que le travail du projet sur la prise en charge émotionnelle et l'autonomisation des personnes ayant subies diverses formes de violence au cours de leur migration ou de leur recherche d'identité était la composante qui a eu un impact très important. Il ressort clairement des entretiens menés que la satisfaction des besoins de base est nécessaire à la survie mais ne suffit pas à régénérer la confiance en soi et la capacité à surmonter les violences subies. Ces deux derniers éléments sont fondamentaux pour reconstruire un nouveau parcours de vie qui puisse offrir aux personnes un bien-être émotionnel et économique. Le soutien psycho-social a été offert à travers les ateliers Care, Body mapping, le Photo Voice et les groupes de paroles thérapeutiques.

Sur le volet des sensibilisations, les causeries avec les réfugiés et les Maliens ont eu beaucoup d'impact car les deux communautés sont arrivées à se comprendre mieux et à établir une cohabitation pacifique. Les causeries entre les minorités de genre ont contribué au renforcement de la confiance en eux, à un gain en légitimité, à une mise en synergie par le fait de pouvoir aider d'autres personnes comme elles. La qualité des produits de communication développés pendant le projet est très haute et le retour des personnes touchés était très positif. Toutefois ces produits n'ont pas été utilisés selon leurs potentiels.

Efficience : De manière générale, l'action était très efficace dans l'utilisation des fonds, tandis que le nombre des bénéficiaires directs est au moins une fois et demie plus de ce que la proposition avait prévue. En moyenne, le projet était très efficace dans l'utilisation des fonds. La prise en charge dans les centres d'accueil a coûté 30-40 euros par personne, coût qui est très raisonnable considérant que les migrants sont restés dans les centres pour au moins 3 jours voir parfois quelques semaines. Pour ce qui concerne les formations des animateurs sur le Groupe des Paroles Thérapeutique et le Travail Thérapeutique de Réseau, les coûts par personne étaient d'environ 170 euros par personne, parce que les formations ont été faites sur plusieurs étapes. Ce qui a engagé plus de fond sont les activités de CARE et SOINS qui ont toutefois montré un impact plus grand : environ 630 euros pour les ateliers CARE, 500 euros pour celle de body mapping, et 120 pour celle de Photo Voice.

Durabilité : L'approche stratégique du projet visant à renforcer les capacités de la société civile locale à offrir des services de qualité et coordonnés aux groupes cibles est très bonne. Les formations dispensées au personnel des partenaires, qui ont ensuite transmis la formation à d'autres membres de l'organisation, constituent sans aucun doute une stratégie efficace, tout comme la mise en réseau des différents acteurs par le biais du TTR et le développement d'une cartographie. Tous les produits de communication participative, dont la pertinence sera certainement importante pendant de nombreuses années, sont également à utiliser à long terme.

D'autre part, tous les services directs ne peuvent évidemment pas se poursuivre au-delà de la durée du projet sans un soutien externe supplémentaire. Il en va de même pour les activités de sensibilisation, qui doit se poursuivre afin d'atteindre de nouveaux bénéficiaires.

Recommandations : Cette évaluation suggère plusieurs actions à mettre en œuvre dans des actions futures :

- Concentrer le projet sur un nombre plus restreint de vulnérabilités afin d'avoir plus d'impact.
- Proposer aux animateurs et aux prestataires de services des formations plus ciblées et axées sur la pratique en matière de Travail Thérapeutique de Réseau et de Groupes de Parole Thérapeutiques.
- Fournir un service de suivi et mentorat aux personnes formées pendant toute la durée du projet.
- Renforcer le soutien psycho-social dans les futurs projets de protection. Les méthodologies artistiques peuvent aussi être inclus dans le groupe de parole thérapeutique pour améliorer son impact. Pour ce faire, il faut former une équipe spécialisée et avec elle prévoir une cocréation des outils et des parcours de soutien psycho-social.
- Développer une stratégie de communication pour l'utilisation des produits de sensibilisation et plaidoyer créés pendant le projet, au-delà de l'événement de lancement.
- Proposer un système de coordination avec les partenaires impliquant non seulement les chefs de projet mais aussi les animateurs.
- Prévoir moins de subventions en cascade, avec une durée plus longue et un budget plus important. Prévoir un suivi continu des actions financé à travers les subventions en cascade.
- Mettre en place un système de suivi du projet et désigner une personne chargée du développement des outils de suivi, de la formation des partenaires, de la collecte et analyse des données.
- Inclure la formation professionnelle dans les activités de prise en charge ou mettre en place

SECTION 1 - INTRODUCTION

1.1. Introduction et Contexte

Dans le contexte malien, la migration et les droits des groupes vulnérables sont d'une importance capitale. Le Mali est confronté à divers défis liés à la migration, notamment les conflits armés, la pauvreté et les difficultés économiques et sociales. Les migrants maliens, en particulier les femmes et les membres des minorités sexuelles, sont fréquemment victimes de violations des droits de l'homme telles que la traite des êtres humains, la violence basée sur le genre et la discrimination.

Les communautés maliennes, qu'il s'agisse des migrants ou des populations d'accueil, manquent souvent d'informations sur les droits des migrants et sur les réalités de la migration. Cette ignorance peut entraîner des malentendus et des attitudes de rejet envers les migrants. Il est donc essentiel de sensibiliser tant les migrants que les communautés d'accueil à ces questions et de promouvoir une meilleure compréhension et acceptation des migrants et de leurs droits.

Dans ce contexte, des initiatives visant à améliorer l'accès à des services de qualité pour les migrants, à sensibiliser les communautés d'accueil et à renforcer la coordination entre les acteurs locaux sont cruciales pour répondre aux besoins des groupes vulnérables au Mali.

Le projet « Kafamuya : projet d'appui à la promotion des droits et la protection des populations migrantes avec un focus genre » a été mis en œuvre sur une période de deux ans, financé par l'Union Européenne et la Coopération Suisse, débutant le 1er décembre 2021 et se terminant le 30 novembre 2023. Il a été conduit par le CISP et quatre co-demandeurs, à savoir AMSODE (Association Malienne pour la Solidarité et le Développement), ARACEM (Association des Refoulés d'Afrique Centrale), ATC (Association Tilé Coura) et CAS (Coalition Anti/Sida) au cours de la première année, puis par le CISP et trois co-demandeurs, ARACEM, ATC et CAS, au cours de la deuxième année.

1.2. La stratégie d'intervention du projet

L'objectif global du projet « Kafamuya » était de contribuer à la protection et la défense des droits des communautés migrantes (en déplacement, réfugiés/ demandeurs d'asile, déplacés forcés) en portant une attention particulière aux femmes et aux minorités sexuelles au Mali. L'objectif spécifique était de soutenir la mise en place d'un système de protection des communautés migrantes, en particulier des minorités Genre, en veillant à leurs prises en charge, à leurs intégrations et à un réseau de plaidoyer à Bamako et Mopti. Ces objectifs étaient bien ancrés dans l'atteinte de trois (3) grands résultats :

- Résultat 1 : Une prise en charge holistique permettant la protection et la défense des communautés migrantes, des minorités Genre et des femmes victimes de la traite des êtres humains est accessible.
- Résultat 2 : Les connaissances et le respect des droits humains spécifiques aux communautés migrantes et des minorités Genre sont diffusées et connues par les autorités nationales, les communautés et le grand public sur les zones concernées au Mali.

→ Résultat 3 : Un réseau d'OSC, d'acteurs nationaux, régionaux et internationaux est créé pour la mise en place des stratégies propres aux droits des communautés migrantes en intégrant la dynamique GENRE au sens large.

Niveau d'intervention	Hypothèses - Visions	Outcomes - Résultats	Objectif spécifique	Objective général
Les migrants selon les différentes catégories, les femmes victimes de traite humaines et de VBG, la communauté LGBTQI	Si nous soutenons et améliorerons la compétence des acteurs de terrain pour la prise en charge de leurs publics cibles avec un axe prioritaire sur le Genre.	Alors les migrant(e)s, les femmes migrantes, prises dans la traite humaine (TH), les minorités Genre auront accès à une aide mieux adaptée à leur besoin et à des services de protection plus qualifiés.	<i>Soutenir la mise en place d'un système de protection des communautés migrantes, en particulier des minorités Genre, en veillant à leurs prises en charge, à leurs intégrations et à un réseau de plaidoyer à Bamako et Mopti.</i>	<i>Contribuer à la protection et la défense des droits des communautés migrantes (en déplacement, réfugiés/ demandeurs d'asile, déplacés forcés) axé sur les minorités de Genre au Mali.</i>
	Si nous mettons à dispositions des groupes de paroles et / ou des prises en charge individuelles pour les différentes communautés cibles au sein des structures d'accueil, des sites de déplacés avec un axe sur les femmes et la minorités Genre.	Alors ces publics cibles pourront acquérir une meilleure résilience et empowerment pour dépasser leurs statuts de personnes victimes.		
	Si nous actualisons le système de référencement vers les structures d'accueil et de prise en charge soutenu par les institutions ou les OSC	Alors nous augmentons la prise en charge via la mise en réseau des acteurs		
	Si nous renforçons les structures s'occupant de la communauté LGBTQI par une prise en charge et une possibilité de relocalisation en cas de graves violations DH	Alors nous permettons à la communauté d'être mieux pris en charge et d'être protégé.		
	Si le monitoring des violations des DH auprès des différents groupes cibles est opérationnels	Alors la connaissance de la situation de ces publics cibles sera augmentée et permettra une prise de conscience et prise en charge plus forte.		
Migrants au sein des communauté	Si nous soutenons une dynamique d'information sur les droits des migrants en mouvement, des PDI, les demandeurs d'asile, les femmes travailleuses du sexe	Alors les migrants auront accès à l'information sur leurs droits et la manière de les exiger		
Autorités Locales	Si nous sensibilisons les AL aux problèmes des PDI sur les zones de Mopti et Bamako	Alors les AL pourrait adapter certaines mesures pour faciliter l'obtention des documents civiles des PDI		
OSC	Si nous donnons la possibilité financière à des OSC malienne pour travailler sur la sensibilisation sur la thématique de la migration	Alors nous augmentons la capacité des OSC locales de gérer des projets de divulgation sur le phénomène de la migration sous toutes ses formes au Mali		

La population en général ; Les institutions Les bailleurs de fond & instances régionales, internationales ; Les Médias ; Les parties prenantes.	Si nous informons, la population malienne via les outils de sensibilisation sur les conditions de vie des migrants sous ses différentes formes.	Alors la population malienne sera plus perceptible à une cohabitation apaisée avec la population migrante		
	Si nous organisons la concrétisation d'un réseau appuyé par une formation fédérant les OSC et institutions.	Alors nous augmentons la force d'interpellation des institutions et différents acteurs sur les pistes à apporter au phénomène migratoire.		
	Si nous apportons le dialogue sur le regard croisé des différentes communautés des migrant(e)s via des outils de sensibilisation (capsules vidéo sur Paroles de femmes dans la migration, résidence d'artiste sur migration et LGBTQI, film documentaire)	Alors nous contribuerons à réduire les discriminations et faisons comprendre le besoin d'intersectionnalité des combats		

1.3. Le rôle des partenaires

Ci-dessous, un résumé du rôle des partenaires du projet, en mettant en évidence les changements introduits dans la deuxième année.

Année 1				Année 2
Partenaire	Activités	Activité N.	Groupe cibles	Changements
CISP	Coordination du projet, renforcement de compétences des partenaires, formations, production d'outils de communication, subventions en cascade, travail de réseau, plaidoyer	1.1 – 2.1 - 2.4 – 3.1 - 3.2 – 3.3 – 3.4	Codemandeurs, OSC, agences dans le réseau de protection des réfugiés et PDI	CISP et les 9 OSCs à travers des micro-projets.
AMSODE	Service d'écoute et d'orientation, groupes de paroles, sensibilisations, coordination avec agences des camps PDI	1.3 – 1.4 – 2.2 – 2.3	PDI à Bamako et Mopti, réfugiés à Bamako	AMSODE a terminé son mandat à la fin de la première année. Le travail dans les camps PDI a été coordonné par le CISP en collaboration avec le SamusocialMali sur les sites PDI à Bamako seulement.
ARACEM	Service d'écoute et d'orientation, groupes de paroles, sensibilisations	1.2 – 2.2	Migrantes et réfugiées avec leurs enfants à Bamako	ARACEM, groupes cibles pas seulement femmes et enfants mais inclusion des hommes aussi
ATC	Service d'écoute et d'orientation, groupes de paroles, sensibilisations	1.5 – 2.2	Travailleuses de sexe à Bamako	ATC, avec l'introduction d'un service de santé.

CAS	Service d'écoute et orientation, groupes de paroles, sensibilisations, plaidoyer régional et international	1.6 – 3.5	Minorité genre à Bamako et Mopti	CAS, sans changement.
------------	--	-----------	----------------------------------	-----------------------

1.4. Le but de l'évaluation

Ce rapport couvre les deux (2) années du projet, de décembre 2021 à novembre 2023, au cours desquelles le CISP et ses partenaires sont intervenus dans les lieux ciblés de Bamako et Mopti. Cette étude sert à faire une analyse de la pertinence des activités mises en œuvre et à fournir des preuves de l'efficacité et l'efficience de la stratégie d'intervention. L'analyse des données permet d'offrir une évaluation de réussite du projet en termes d'impact et de durabilité et de formuler des recommandations pour des futures interventions.

Les objectifs spécifiques de l'évaluation finale sont les suivants :

- a) Comprendre et réfléchir sur la performance du projet selon 5 des 6 critères du CAD : pertinence, efficacité, efficience, impact et durabilité.
- b) Documenter les leçons apprises et les meilleures pratiques.
- c) Aider le CISP et ses partenaires à adopter des approches plus efficaces et à les mettre à l'échelle lors de nouvelles interventions.

SECTION 2 - METHODOLOGIE

2.1. Conception de l'évaluation

Cette évaluation finale est principalement qualitative. L'objectif est principalement de comprendre si la stratégie du projet et sa mise en œuvre a amené aux résultats et les changements attendus. Pour ce faire, l'évaluation finale s'est basée sur l'analyse d'un certain nombre de documents, et des entretiens avec le personnel du projet et les bénéficiaires. Les documents analysés sont les suivants :

- ✓ Proposition de projet,
- ✓ Rapport d'activité de la deuxième année,
- ✓ Rapport d'évaluation intermédiaire,
- ✓ Rapports de formation,
- ✓ Analyse des produits de sensibilisation,
- ✓ Rapports finaux des projets financés par les subventions en cascade,
- ✓ Cartographie.

Grâce aux documents fournis, une analyse quantitative des produits et des bénéficiaires touchés a également été effectuée, en comparant les données de la proposition de projet avec les activités effectivement mises en œuvre pendant toute la durée du projet.

2.2. Collecte des données

Les entretiens se sont concentrés sur la ville de Bamako pour des raisons de sécurité. Les consultantes de cette évaluation ont complété les entretiens sur une période de 18 jours (entre le 12 février au 29 février 2024). Le tableau suivant résume les rencontres effectuées par les consultantes de l'évaluation.

Activité d'évaluation	Activité du projet	Groupes ciblés	Partenaire
Entretien	Personnel du projet	14 personnes (3 CISP, 4 ARACEM, 4 ATC, 3 CAS)	ARACEM, ATC, CAS, CISP
Entretien	Personnel des subventions en cascade	2 personnes (1 AAOMM, 1 ADH)	AAOMM, ADH
Entretien	Samu Social	1 personne	SamuSocial
Entretien	Bénéficiaires du projet	45 personnes (1 CAS, 4 ARACEM, 25 Samu Social)	CAS, ARACEM, SamuSocial, acteurs du réseau
Entretien	Institutions et bailleurs de fond	5 personnes	Musée de Bamako, DNDS, Maison de jeune de Bamako, ECHO, FONGIM
Entretien	Prestataire de service	3 personnes	Aichatoum Touré, Emmanuelle Dekeyser Mandé TV

Tous les entretiens ont été guidés par un questionnaire élaboré au préalable selon les critères d'évaluation prédéfinis (pertinence, efficacité, efficience, impact et durabilité).

2.3. Analyse des données et considérations éthiques

Analyse quantitative : l'analyse quantitative a été réalisée sur la base des données fournies par le rapport final du projet. Elles ont été analysées de manière plus détaillée afin de fournir une vision plus précise sur les résultats atteints.

Analyse qualitative : L'analyse qualitative a été faite sur la base de l'évaluation intermédiaire et sur les notes des rencontres des consultantes d'évaluation en Février 2024. Les consultantes d'évaluation ont en effet enregistré la plupart des réunions et ces enregistrements ont été utilisés pour retranscrire les notes des rencontres.

L'analyse des données a donc été réalisée sur la base des suivantes questions qui ont été déclinées par résultat pour chaque critère d'évaluation.

Critère d'évaluation	Questions générales	Questions spécifiques
Pertinence	Dans quelle mesure la stratégie et les activités du projet répondent-ils aux besoins des groupes cibles ?	<u>Résultat 1.</u> <ol style="list-style-type: none">1. Est-ce que les formations données aux animateurs dans la deuxième année étaient cohérentes avec leurs besoins en développement de capacité ?2. Est-ce que les services offerts aux groupes cibles répondent à leurs besoins de protection ? <u>Résultat 2.</u> <ol style="list-style-type: none">3. Est-ce que le matériel de communication développé par le projet fournit des informations pertinentes pour des sensibilisations ?4. Est-ce que le but des subventions en cascade était pertinent avec le Résultat 2 du projet ? <u>Résultat 3.</u> <ol style="list-style-type: none">5. Est-ce que la formation offerte aux prestataires de services répondait à leurs besoins en développement de capacité ?6. Est-ce qu'il y avait le besoin de faire une cartographie des prestataires de services ?

Efficacité	Les activités ont-elles atteint les résultats escomptés ?	<p><u>Tous les résultats.</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le projet a-t-il atteint le nombre de groupes cibles prévus ? 2. Les résultats escomptés ont-ils été atteints selon les indicateurs du projet (voir logique d'intervention) ? 3. Comment les partenaires ont travaillé ensemble et leurs interventions étaient-elles complémentaires ? <p><u>Résultat 1.</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 4. Quelle est la qualité des formations offertes ? Quelle est la satisfaction des partenaires par rapport aux formations ? 5. Est-ce que les migrant(e)s, les réfugié(e)s, les PDI, les femmes dans la traite, les minorités de genre ont accès à une aide mieux adaptée à leur besoin et à des services de protection plus qualifiés après les formations des partenaires ? 6. Est-ce que le matériel de communication développé pendant la première année a été utilisé pour les sensibilisations ? Est-ce que les sensibilisations ont déclenché des discussions parmi les groupes cibles ? 7. Est-ce que les sensibilisations sont efficaces dans le changement de la connaissance, des attitudes et des comportements des groupes cibles ? 8. Est-ce que les subventions en cascade ont été efficaces dans la réalisation de leur objectif ? <p><u>Résultat 2.</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 9. Est-ce que le matériel de communication développé pendant la première année a été utilisé pour les sensibilisations ? 10. Est-ce que les sensibilisations ont déclenché des discussions parmi les groupes cibles ? <p><u>Résultat 3.</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 11. Quelle est la satisfaction des partenaires par rapport à la formation sur le TTR ? Comment les enseignements de cette formation sont mis en pratique par les acteurs ciblés ? 12. Est-ce que les partenaires sont en train de recueillir la documentation pour les rapports alternatifs sur violations des DH sur la migration et des minorités sexuelles ? 13. Est-ce que les dynamiques de rencontre des tables rondes et des journées thématiques ont-elles augmenté la connaissance et un changement de regard sur les thématiques abordées par le projet
Rapport coût-efficacité	Quel est l'approche/l'activité avec un meilleur rapport coût-efficacité ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Quel a été le coût de chaque activité par personne ? 2. Quel est le rapport efficacité/coût pour chaque catégorie d'activité ?

Impact	<p>Dans quelle mesure les changements au niveau individuel, communautaire et institutionnel sont-ils le résultat des activités du projet ? Est-ce que la théorie du changement du projet est confirmée ?</p>	<p><u>Résultat 1.</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Est-ce que les migrant(e)s, les femme migrantes prise dans le TH, les minorités Genre ont accès à une aide mieux adaptée à leur besoin et à des services de protection plus qualifiés après les formations aux prestataires de services ? 2. Est-ce que les groupes de paroles et les prises en charge individuelles ont aidé les publics cibles à acquérir une meilleure résilience et empowerment pour dépasser leurs statuts de personnes victimes ? <p><u>Résultat 2.</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Est-ce que les migrants ont eu accès à l'information sur leurs droits et de la manière qu'ils exigent ? 2. Est-ce que la population malienne est plus perceptible à une cohabitation apaisée avec la population migrante ? 3. Est-ce que les OSC locales ont augmenté la capacité de gérer des projets de divulgation sur le phénomène de la migration au Mali ? 4. Est-ce que leur action a eu un impact sur les groupes cibles ? <p><u>Résultat 3.</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 5. Est-ce que les prestataires de services et les AL sont plus sensibles aux besoins des migrants, des femmes victimes de la TS, des minorités des gens et des PDI ? 6. Est-ce que les AL adaptent certaines mesures pour faciliter l'obtention des documents civiles des PDI ?
Durabilité	<p>Est-ce que les bénéfices résultant de l'action continueront après la fin de l'intervention ? Quel est la probabilité d'obtenir des bénéfices sur le long terme ?</p>	<p><u>Résultat 1.</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Est-ce que les partenaires formés ont les capacités techniques et financières pour continuer à offrir les services pour les groupes cibles de l'action ? 2. Est-ce que les services sont offerts après la fin du projet ? <p><u>Résultat 2.</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 3. Est-ce que les partenaires et les OSC qui ont bénéficié des subventions en cascade ont les capacités techniques et financières pour continuer à faire des sensibilisations et de la prise en charge sur le terrain ? 4. Est-ce que les femmes qui ont bénéficié des activités d'empowerment sont encore impliquées dans la sensibilisation des autres ? 5. Est-ce que les outils de communication et sensibilisation sont disponibles et utilisables pour de futures actions de sensibilisation ? <p><u>Résultat 3.</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 6. Est-ce que la cartographie est disponible avec tous les prestataires de service ? 7. Est-ce que les rapports alternatifs sont disponibles aux acteurs clés pour de futures actions de plaidoyer ? 8. Est-ce qu'il y a des démarches de plaidoyer qui ont été initiés aussi grâce au projet qui sont encore en train de se dérouler ? 9. Est-ce que le travail de réseau est encore actif ?

Respect des directives éthiques : Ce rapport ne donne pas de détails sur la personne dont émane une certaine information ou opinion.

2.4. Défis rencontrés

Cette évaluation a rencontré quelques difficultés. Cependant, grâce au soutien de l'équipe de terrain du CISP et des partenaires, ces défis n'ont pas affecté la qualité des informations et du rapport. Ces défis sont les suivants :

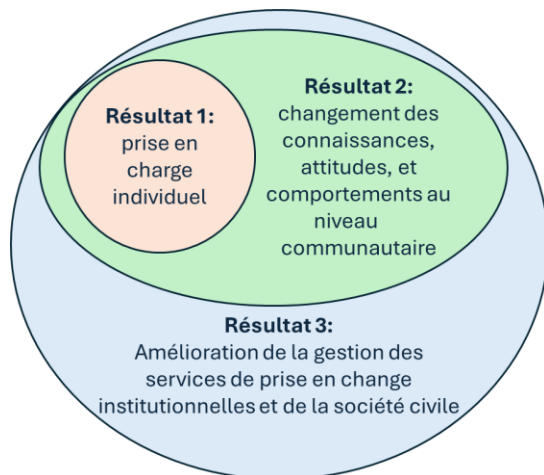
- Les problèmes de sécurité à Mopti ont empêché la collecte directe de données par les consultantes.
- Après la fin du projet, il n'a pas été possible de faire une collecte des données pour ce qui concerne la qualité des services d'écoute et d'accueil. Cela parce que la plupart des personnes ciblées sont des migrants avec lesquelles les structures d'accueil n'ont plus des contacts dès leur départ. ARACEM est le seul partenaire qui a un fichier pour l'évaluation de satisfaction du service qui toutefois est rempli par un des animateurs (donc n'est pas neutre) et n'est pas rempli par tous les usagers. Afin d'avoir une évaluation impartiale, il faudrait rencontrer les usagers de manière aléatoire, ce qui n'est pas possible à la fin du projet.
- Le projet n'a pas fait une étude quantitative sur la situation de référence au début de projet donc il n'a pas été possible de faire une comparaison entre la situation des bénéficiaires au début du projet et à la fin. Cependant les valeurs de référence de base ont été obtenues au départ de l'expérience confirmée des 4 codemandeurs au moment de l'écriture du projet.
- Le projet n'a pas fait une évaluation d'impact sur les connaissances des participants aux formations. Il y a des évaluations qualitatives faites après des formations qui donnent des informations sur le degré de satisfaction des participantes. Cependant, ce n'est pas possible de quantifier le changement apporté par les formations sur le personnel du projet.

SECTION 3 - LA PERFORMANCE DU PROJET

La performance du projet est ici évaluée selon 5 critères du CAD : Pertinence, Efficacité, Rapport Coût-Efficacité, Impact et Durabilité.

3.1. Pertinence du projet

Pour ce qui concerne la pertinence de l'action, cette évaluation a l'objectif de répondre à la question « Dans quelle mesure la stratégie et les activités du projet répondent-ils aux besoins des groupes cibles ? ».



L'évaluation finale confirme que l'intervention a été très bien construite car elle répond aux problèmes des groupes cibles en travaillant sur plusieurs niveaux interconnectés : la réponse immédiate à leurs besoins (résultat 1 – niveau individuel), la sensibilisation des groupes cibles mais aussi des communautés d'accueil (résultat 2 – niveau communautaire), le renforcement systémique des services de réponse aux besoins des groupes cibles par le renforcement du réseau des acteurs de référence gouvernementaux et non gouvernementaux (résultat 3 – niveau institutionnel).

Image 1 : Stratégie d'intervention du projet Kafamuya

Cela s'est fait par une approche durable qui consiste au renforcement des capacités des acteurs locaux à intervenir en réponse aux besoins identifiés et au développement d'outils de communication et de formation de haute qualité.

La stratégie du projet était aussi très bien développée en termes d'intersectionnalité des différents combats des groupes les plus vulnérables au sein des trois communautés cibles : les migrants, les personnes déplacées et les communautés d'accueil. Au sein des groupes les plus vulnérables, tels que les femmes, les enfants et les groupes minorité de genre, le projet s'est concentré en particulier mais pas seulement sur les femmes victimes de la traite, les enfants de la rue et les personnes rejetées par la famille.

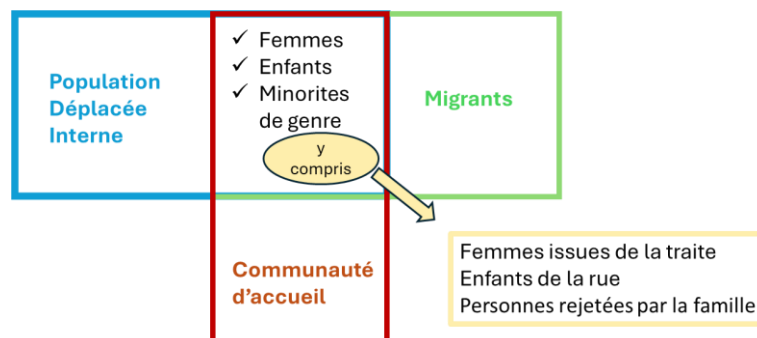


Image 2 : Intersectionnalité des groupes cibles du projet Kafamuya

En effet, à travers les subventions en cascade, Kafamuya a aussi ciblé d'autres catégories très vulnérables : les femmes migrantes incarcérées et les filles travailleuses domestiques. Pour chacune de ces catégories de groupes cibles, le projet a bien identifié et répondu à certains de leurs besoins, mais pas toujours aux besoins prioritaires selon les groupes cibles. Par exemple, selon la représentante de la Direction Nationale pour le Développement Social (DNDS) du site PDI de Faladié à Bamako, les femmes ont besoin d'être supportées à développer des activités génératrices de revenu, car leur permanence dans le site sera prolongée pour un temps pas encore déterminé. Il est certain qu'un seul projet ne peut pas répondre à toutes les priorités d'un groupe cible. Toutefois, on constate que ce projet a peut-être voulu trop diversifier les groupes cibles et donc répondre de manière un peu dispersée aux besoins de nombreuses catégories de personnes, plutôt que de se concentrer uniquement sur certaines catégories de manière plus approfondie. Un autre exemple peut être donné dans le cas des femmes migrantes incarcérées. Dans le cadre d'un projet de subvention en cascade, Kafamuya a organisé deux rencontres et deux distributions de kits d'hygiène pour 30 femmes prisonnières. Même si ces activités répondaient certainement à un besoin, la réponse n'a pas pleinement satisfait les besoins fondamentaux de ce groupe de population puisqu'elle n'a touché qu'une petite partie des femmes incarcérées et n'a proposé que 2 rencontres de dialogue.

Au cours de l'évaluation intermédiaire, certaines lacunes concernant les besoins fondamentaux de certaines catégories de personnes ont été identifiées. Au cours de la deuxième année du projet, presque toutes les recommandations de l'évaluation intermédiaire ont été incluses dans la stratégie pour répondre aux besoins identifiés, comme détaillé ci-dessous.

Résultat 1

Est-ce que les formations données aux animateurs dans la deuxième année étaient cohérentes avec leurs besoins en développement de capacité ?

Pendant la première année, le projet a proposé des formations techniques aux partenaires et à des prestataires de services qui (comme décrit dans l'évaluation intermédiaire) ont été appréciées par tous les participants. Les formations (Activité 1.1) étaient : Genre et migration, Monitoring et violations des Droits de l'Homme, Groupes de parole thérapeutique pour une meilleure prise en charge psycho-sociale, Plaidoyer pour les minorités de Genre.

Au cours de la deuxième année, pour donner suite à la recommandation d'améliorer la qualité des groupes de parole thérapeutique, une deuxième formation a été proposée visant à fournir aux participants les compétences pratiques nécessaires pour animer efficacement les séances de ces groupes de parole thérapeutique.

Est-ce que les services offerts aux groupes cibles répondent à leurs besoins de protection ?

Pour donner suite aux recommandations de l'évaluation intermédiaire, au cours de la deuxième année, deux changements principaux ont été apportés aux services de protection des migrants (Activité 1.2). Le premier changement était une plus grande flexibilité dans l'accueil des migrants au centre d'ARACEM à travers l'ajout d'un budget pour héberger 15 hommes par mois (alors que la première année seuls les femmes et les enfants étaient hébergés) et pour accueillir les migrants pour un nombre de jours plus large (initialement seulement 3 jours, au cours de la deuxième année, même une semaine ou plus pour les cas plus graves). En effet, ARACEM avait soulevé le fait que les migrants

qui demandent l'hospitalité sont parfois des familles et qu'il est discriminatoire d'exclure les hommes. En outre, la période d'hospitalité était souvent trop courte pour les migrants qui viennent d'arriver à Bamako et n'ont pas le temps de s'organiser pour trouver un endroit où loger ou pour poursuivre leur parcours migratoire.

Le deuxième changement réside dans l'inclusion d'un fonds géré par le partenaire ATC pour offrir les soins de santé reproductifs et sexuelles gratuits dans leur bureau pour les femmes travaillant dans la prostitution. En effet, ATC avait constaté que les femmes étrangères, en particulier, ont un problème majeur d'accès aux soins médicaux en raison de la stigmatisation des prestataires de services qui refusent de les voir. Pendant la première année, ATC leur offrait un service privé avec un médecin volontaire qui, toutefois, n'était disponible que de temps en temps. Pendant la deuxième année, ATC a recruté un gynécologue et a acheté des médicaments pour répondre à la demande des femmes.

Pour ce qui concerne la mise en place d'un service réception/d'écoute au bénéfice des femmes réfugiées urbaines et demandeuses d'asile (Activité 1.3), dû à la non-efficacité de l'intervention du partenaire AMSODE pendant la première année, l'activité a été combinée avec celle d'ARACEM, qui offrait non seulement des services d'hébergement mais aussi d'écoute. Quant à l'activité de mise en place du travail psycho-social auprès des PDI sur les zones de Mopti et Bamako (Activité 1.4), proposée initialement par AMSODE et supprimée en raison de l'inefficacité de l'approche du partenaire, elle a été remplacée par plusieurs activités de soutien psychosocial aux femmes et aux enfants PDI seulement à Bamako. Le body mapping, le Photo-Voice et les groupes de parole thérapeutiques ont été proposés au cours de la deuxième année de l'intervention par le CISP en coopération avec l'ONG locale SamuSocial. Ces activités ont répondu à un besoin de soutien psycho-social des PDI, mais Mopti a été exclu par l'intervention. Etant donné le retrait du seul partenaire local dans le projet, qui était chargé d'intervenir auprès des personnes déplacées internes à Mopti, une zone non couverte par le Samusocial, nous n'avons pas pu assurer la continuité des activités dans cette région.

L'intervention en faveur des minorités de genre (Activité 1.6) n'a pas changé entre la première et la deuxième année car elle répondait parfaitement aux besoins identifiés lors de la rédaction du projet.

Résultat 2

Est-ce que le matériel de communication développé par le projet fournit des informations pertinentes au but des sensibilisations ?

Pour déclencher un changement de regard sur le vécu des communautés cibles et les violations associées, ce projet a produit plusieurs outils artistiques thérapeutiques et de sensibilisation. L'intersectionnalité des différents combats des migrantes, des réfugiés et des personnes déplacées internes, des femmes et des minorités genre, ont été le centre de différents produits de communication développés pendant la première et la deuxième année du projet : le Livre Sira, le Film r/Egards, et 16 capsules sur les VBG, une mini vidéo sur la discrimination des minorités de genre, les podcasts sur les VBG, les performances sur les VBG, les produits artistiques des ateliers de body mapping avec les femmes PDI, Photo Voice avec les enfants PDI, et de dessin avec les enfants de la rue.

Tous ces outils ont la caractéristique commune de parler des questions d'inclusion sociale et de violences à travers les mots de personnes qui ont vécu ces injustices. Cette approche est très pertinente car elle répond au manque de disponibilité au Mali de produits de communication qui touchent fortement la sensibilité de la communauté malienne, des prestataires de services et des communautés migrantes elles-mêmes sur certaines questions très délicates. Ce type d'outil a le

pouvoir de changer la perception et les préjugés des personnes en touchant leur sensibilité. Cela est l'approche la meilleure pour déclencher des réflexions individuelles et dans les communautés au regard des migrants et des femmes, et du changement de leur comportement.

Est-ce que les thématiques des sensibilisations réalisées par les partenaires répondent au manque d'information des groupes cibles et sont pertinentes par rapport au besoin de changer les attitudes, perceptions et comportements négatifs de la part de la population malienne ?

Pendant la deuxième année, les partenaires ARACEM, ATC et CAS ont continué à faciliter des causeries avec leurs groupes cibles. Leur intervention a déjà été jugée très pertinente pour répondre à des besoins tels que : la discrimination des migrants par la communauté malienne, la faible conscience des femmes travaillant dans la prostitution aux risques sanitaires, le peu de connaissances des jeunes LGBTQ+ sur la manière de se protéger du harcèlement.

L'activité qui a été interrompue pendant la deuxième année est celle qui consiste à sensibiliser les PDI à l'enregistrement des naissances des enfants et à l'obtention de certificat de naissance, documents d'identité ouvrant l'accès aux services publics de l'état (santé, école) , service offert pendant la première année par AMSODE. En effet, il a été observé que cette activité était déjà proposée par le partenaire AMSODE dans le cadre d'autres projets et que la manière dont elle était proposée, en regroupant des dizaines de personnes en même temps, n'était pas efficace. Néanmoins, le CISP a poursuivi son soutien à ce besoin en collaborant avec d'autres partenaires, comme sa participation avec la PIMM pour le 18 juillet 2023.

Est-ce que le but des subventions en cascade était pertinent avec le Résultat 2 du projet ?

Le projet a sélectionné et financé 9 subventions en cascade offrant les services suivants : 5 projets ont offert l'hébergement, l'orientation et le soutien (matériel, soutien psychologique, de santé, juridique et accompagnement dans la formation professionnelle) aux réfugiés et aux migrants à Bamako, dont 1 spécifiquement destiné aux femmes victimes de la traite des êtres humains en provenance du Nigeria; 4 projets se sont focalisés sur l'autonomisation des différents groupes cibles (filles dans le travail domestique, femmes dans la prostitution, jeunes PDI) et la sensibilisation de la communauté d'accueil malienne sur ces différentes thématiques. Les 5 projets de prise en charge des migrant(e)s, en effet, n'étaient pas pertinents avec le résultat 2, mais plutôt avec le résultat 1.

Comme déjà mis en évidence dans l'évaluation intermédiaire, les activités qui ont le mieux complété les autres initiatives de Kafamuya et qui se distinguent par leur caractère novateur sont la formation professionnelle et les services de réponse à la violence basée sur le genre. Les autres actions ont également répondu aux besoins des populations les plus vulnérables en ciblant des groupes spécifiques et des zones différentes (comme par exemple Siby), et en proposant des séances de sensibilisation sur divers thèmes, en complément de ce que les autres partenaires ont offert dans les résultats 1 et 2.

Résultat 3

Est-ce que la formation offerte aux prestataires de services répondait à leurs besoins en développement de capacité ?

Pour donner suite aux recommandations de l'évaluation de la première année, un 4^{ème} module à la formation TTR a été organisée avec une plus forte implication des prestataires de services publics et des acteurs gouvernementaux comme la DNDS, les ONE STOP Center, et la Plateforme Informelle de la Migration Mixte « la PIMM », la Croix rouge malienne, DRC, Caritas Suisse, IRAD qui réunit en son sein plus de 25 structures travaillant sur les questions de la migration en général. Et pour renforcer l'utilisation du sociogénogramme et la maîtrise des couleurs, un atelier de transmission de 3 jours a été proposé avec tous les acteurs ayant suivi les 3 modules dans la première année. Ce qui a permis aux prestataires une meilleure appropriation de l'outil. Les partenaires ont appris à travailler ensemble et on put se faire confiance et laissant tomber les conflits d'intérêt autour des bénéficiaires. Un suivi par l'appui d'une experte au TTR pendant 1 mois a permis de soutenir la compréhension notamment des 5 codes couleurs du sociogénogramme, concept parfois difficile à réaliser dans les conditions précaires des acteurs du réseau mais ce travail au quotidien semble avoir permis une meilleure mise en pratique et profitabilité de l'outil. – Cela a pu être facilité la mise en pratique, à partir de situations concrètes rencontrées sur le terrain, les principes qui sous-tendent le Travail Thérapeutique de Réseau soutenu par la « Clinique de Concertation ». Une attention particulière a été pointée sur le soin et l'attention extrêmes apportés à la sélection, la transformation et la circulation des informations utiles, chose importante dans le milieu de la migration où la stigmatisation est très forte et les stéréotypes sont amplement utilisés. L'interview des acteurs du réseau et en particulier des structures étatiques telles que la DNDS renvoie des images positives de ce que peut apporter cet outil au travail des Mécanisme de Réponse Rapide (RRM) Post RRM mais également le HCR qui souhaite l'intégrer comme formation auprès des acteurs du travail de monitoring et de référencement. La création de l'Association Malienne de la Clinique de Concertation (AMCC) par un groupe des professionnels ayant suivi l'ensemble des 4 modules dénote fortement l'adhésion des participants et leur envie de continuer la démarche. C'est cette association qui gère les ateliers de transmission qui permet d'assurer la pertinence de la démarche.

Remarque de la formatrice lors de son interview : Si la quasi-totalité des professionnels a emmargé dès le 1^{er} jour, plusieurs professionnelles n'ont rejoint la formation que le 2^{ème}. Si l'arrivée de nouveau en cours de module donne l'occasion de revenir sur les concepts, cela reste une difficulté pour s'assurer d'une transmission complète et opérationnelle. Il faudra veiller à resituer le cadre sur un prochain projet

Est-ce qu'il y avait le besoin de faire une cartographie des prestataires de services ?

Cette cartographie a été réalisée durant la 1^{ère} année du projet. Dès le début, il s'est avéré qu'elle aurait pu faire doublon avec certains documents produits par d'autres ONG comme DRC ou des structures telles que IOM. Elle a été restructurée sous le mode répertoire pour les acteurs de la migration mais la volubilité du personnel travaillant dans ce secteur ne permet pas de rendre cette cartographie opérationnelle. Visiblement c'est un outil à repenser autrement pour un prochain projet.

3.2. Efficacité

Pour ce qui concerne l'efficacité, cette évaluation a l'objectif de répondre à la question « **Les activités ont-elles atteint les résultats escomptés ?** »

Le projet a-t-il atteint le nombre de groupes cibles prévus ? Les résultats escomptés ont-ils été atteints selon les indicateurs du projet ?

Ci-dessous il y a un tableau qui analyse le niveau de réalisation des objectifs des indicateurs de produits et résultats et des groupes cibles.

En général, on observe que la mise en œuvre du projet est conforme à la proposition. Il y a des changements de stratégie mineurs qui ont amélioré l'efficacité, l'efficience et la durabilité du projet comme : avoir financé 9 micro-projets au lieu de 12, mais chacun avec un budget plus important, donc avec un total budgétaire inchangé ; avoir utilisé 5 micro-projets pour la prise en charge des migrants pour répondre à une forte demande dans la ville de Bamako, et en réduisant le nombre de projets de sensibilisation à 4 ; la non-crétion d'un blog spécifique au projet, mais l'utilisation de la page Facebook du CISP Mali régulièrement alimenter sur les actualités du projet pour assurer la durabilité au-delà de la durée du projet ; l'ajout d'un module de formation au TTR a augmenté la capacité à faire réseau au sein des acteurs de la migration.

Il y a aussi des changements de stratégie plus importants, apportés au début de la deuxième année pour répondre à une inefficacité observée dans la composante gérée par le partenaire AMSODE : avoir interrompu l'action dans les camps PDI à Mopti et remplacé les activités de sensibilisation dans les camps PDI à Bamako par des activités de prise en charge également dans les camps. Au niveau de Mopti le projet a donc touché moins de bénéficiaires que ce qui avait été proposé à l'origine. D'une part parce que le contrat avec AMSODE qui intervenait à Mopti a été interrompu après la première année, et d'autre part parce que le partenaire CAS a également eu beaucoup de difficultés à intervenir à Mopti pour des raisons de sécurité. Mopti est dans une zone extrêmement conservatrice d'un point de vue religieux. Néanmoins, l'agent de la CAS a réussi à gagner la confiance des membres de la communauté de minorité de genre et à les sensibiliser.

Grâce aux petits et grands changements stratégiques, le projet a dépassé le nombre total de groupes cibles fixés dans la proposition de : 140% pour les prestataires de services en termes de formation ; 150% pour les personnes prises en charge ; 120% pour les autorités et 160% pour les communautés d'accueils qui ont acquis une connaissance sur les droits des migrants. Les activités ont aussi amené des changements importants auprès des groupes cibles et donc ont permis d'atteindre les résultats escomptés du projet : 58 prestataires des services dans les OSC ont amélioré leur capacité de prise en charge des groupes cibles ; +/-7480 migrants, PDI, femmes victimes de la traite et minorités sexuelles ont été protégées ou assistées ; +/- 8090 migrants, PDI, groupes vulnérables et communautés d'accueil ont acquis une meilleure connaissance sur leurs droits; 60 autorités nationales et +/- 500.000 communauté d'accueil/résidente ont acquis une connaissance sur les droits des migrantes et des minorités Genre ; 9 micro-subsventions allouées ont pris en charge les migrants en difficulté et ont réalisé des activités de sensibilisation et plaidoyer ; 1 plan de plaidoyer sur les droits des communautés migrantes en intégrant la dynamique GENRE a été développé et réalisé par un réseau d'acteurs clés ; 32 OSC se sont intégrés au réseau autour de la migration ; 4 structures régionales et internationales ont augmenté leurs compétences sur les violations des minorités sexuelles.

Indicateur	Cible	N de personnes à cibler	Réalisé	N de personnes ciblées	% atteint actuel	Partenaire	Commentaire
R1 : Une prise en charge holistique permettant la protection et la défense des communautés migrantes et leur intégration sociale, des minorités Genre et des femmes victimes de la traite des êtres humains, est renforcée.							
<i>IR 1.1 Nombre des membres des prestataires de services qui ont améliorés leurs compétences en gestion des cas vulnérables</i>	Au moins 30 personnes	N.A.	Toutes les 58 personnes (27 femmes,31 hommes) qui ont participé aux formations	N.A.	140%	CISP	Le nbre plus élevé s'explique par la dynamisation du réseau et l'intérêt pour de nouvelles thématiques de formation
<i>IR 1.2 Nombre de migrants, de PDI, des femmes victimes de la traite et les minorités sexuelles protégées ou assistées avec le soutien du projet.</i>	+/- 5.000 personnes des différentes communautés migrantes, Travailleuses du sexes, LGBTQI sont prises en charge avec le soutien du projet	N.A.	+/- 7480 personnes ont été prises en charge avec le soutien du projet	2005 PDI/réfugies, demandeuses d'asile par AMSODE, 1669 migrants par ARACEM, 600 minorités de genre par CAS, 1170 migrants à travers les subventions en cascade, 1487 femmes victimes de la traite par ATC, 60 femmes des tous groupes cibles par CISP et 488 enfants PDI et de la rue par CISP et Samu Social	150%	ARACEM CISP, CAS ATC, Samu Social AAOMM, WHAT, VER, BLAAM, AJDM	
Ext 1.1 Trois (3) Formations des animateurs de terrain sur technique d'intervention auprès des publics cibles effectuées							
<i>IExt 1.1 Nbre de formations pour animateurs effectués</i>	3 Modules (15 jours en tout)	30 - personnel du projet	4 Modules de 5 jours (25 jours en tout)	44 personnes, desquelles 17 ont participé à toutes les formations	130%	CISP	
Ext 1.2 Des femmes migrantes en mouvement sont hébergées et prises en charge							

<i>IExt 1.2. Nbre de femmes accueillies</i>	720 femmes (30/mois)	N.A.	1214 personnes, dont 940 femmes	688 migrants (dont 572 femmes et 57 enfants et 59 hommes) par ARACEM, 535 (368 femmes, 110 hommes, 57 enfants) par les OSC des subventions en cascade.	130% des femmes	ARACEM, AAOMM, WHAT, VER, BLAAM, AJDM	Sur la base des recommandations de l'évaluation intermédiaire, pendant la 2eme année le projet a accueilli des hommes aussi. A travers les subventions en cascade le projet à accueilli d'autres migrants dans la ville de Bamako.
Ext 1.3 Huit (8) Musow Kungo espaces pour les femmes PDI sont accessible							
<i>IExt 1.3 Nbre d'espace Mussow Kungo établis pour les PDI</i>	8 sites d'accueil		8 sites des PDI (4 Bamako et 4 Mopti)		100%	AMSODE	Les sites de Mopti ont été rejoints seulement pendant la première année.
Ext 1.4 Des groupes de paroles pour les différents publics cibles & consultations individuelles réalisés							
<i>IExt 1.4 a) Nbre de personnes participant au GP pour les autres communautés. B) Nbre de consultations individuelles</i>	a) +/- 3.000 personnes b) +/- 1750 personnes		a) 5.148 personnes ont participé au GP, b) 1270 ont bénéficié des consultations individuelles et gynécologique.	a) 2005 personnes par AMSODE, 981 par ARACEM, 927 femmes par ATC, 600 par CAS, 635 OSC subvention en cascade. b) 688 par ARACEM, 560 par ATC et 22 par CAS	135%	a) ARACEM, ATC, CAS b) ARACEM, ATC et CAS	
Ext 1.5 La Formation pour renforcements de CAS effectuée							
<i>IExt 1.5 Nbre de sessions de formation sur la gouvernance et plaidoyer de CAS</i>	2 modules	15 personnes	1 module de 5 jours	14 membres de l'association	50% des formation et 95% des groupes cibles	CISP	Le bureau de CAS a souhaité regrouper les 2 formations sur un même temps. 9 jours ont donc été réalisés dans la 1 ^{ière} année du projet
R2 : Les connaissances et le respect des droits humains spécifiques aux communautés migrantes sont diffusées et connues par les migrants, les autorités nationales et le grand public au Mali.							
<i>IR 2.1. Nbre de migrants qui ont acquis une meilleure connaissance sur leurs droits</i>	+/- 6.000 personnes ont acquis une		+/- 7700 personnes ont acquis une meilleure		115%		

	meilleure connaissance sur leurs droits		connaissance sur leurs droits				
<i>IR 2.2. Nbre des autorités nationales et communauté d'accueil/résidente qui ont acquis une connaissance sur les droits des migrantes et des minorités Genre</i>	+/- 50 autorités nationales et +/- 300.000 personnes des communautés d'accueil/résidente ont acquis une connaissance sur les droits des migrantes et des minorités Genre		+/- 60 autorités nationales et +/- 500.000 personnes des communautés d'accueil/résidente ont acquis une connaissance sur les droits des migrantes et des minorités Genre		120% des autorités et 160% personnes des communautés	CISP	
<i>IR 2.3 Nbre de micro-subventions allouées qui ont réalisé de la sensibilisation</i>	+/-12 micro-projets de sensibilisation réalisés		9 micro-projets octroyés : 5 pour faire des sensibilisations et 4 pour la prise en charge des groupes cibles		75% des OSCs et 100% du budget	CISP	Le CISP a choisi de financer mois des OSC avec un budget plus grand pour augmenter l'efficacité des interventions.
Ext 2.1 Edition des produits de sensibilisation finalisé							
<i>IExt 2.1 Nbre de Production documentaire ; capsules vidéo Paroles de femmes, œuvres artistiques ; flyers sur droits des migrants</i>	IExt 2.1 Au moins 1 documentaire sur le regard croisé de la migration. 20 capsules audio et vidéo, 20 œuvres artistiques sur enfermement et souffrance 2000 flyers sur droits des migrants		Des outils ont été produits (1 film regard, 26 capsules VBG, 3 podcasts VBG, 3 performances, 1 livre, 1000 dépliants Hygiène menstruelle avec l'UNFPA, 30 body mapping, 100 photos voice		200%	CISP - UNFPA	Dans le cadre de la collaboration avec l'UNFPA, nous avons pu réaliser 19 capsules sur les VBG et HM, et 1000 dépliants sur l'hygiène menstruelle qui ont été utilisé notamment sur les sites PDI, avec les TS.
Ext 2.2 : Un (1) un blog internet Paroles de migrants développé							

<i>IExt 2.2 Nbre de personnes suivant le blog</i>	1 blog établie et suivi par au moins 500.000 personnes		+/- 300.000 suivent la page Facebook du CISP Mali et +/- 1.000.000 suivent la transmission de Mande TV, Malijet		270%	CISP	Pour une question de durabilité, le consortium a opté pour utiliser la page Facebook du CISP plutôt qu'ouvrir un nouveau blog.
Ext 2.3 Des causeries & sensibilisations envers les différents groupes cibles (Migrants, Réfugiés & demandeurs d'asiles, PDI, TS) organisées							
<i>IExt 2.3 Nbre de personnes touchées par les causeries de sensibilisations</i>	+/- 5000 personnes sont concernées par les causeries de sensibilisation		+/- 8090 personnes touchées par les causeries de sensibilisation	+/- 3600 par ARACEM, 977 par ATC, 2661 par AMSODE, 851 par les subventions en cascade	160%		
Ext 2.4. Des causeries sue les communes 4,5, 6 de Bamako vis à vis des AL, leaders de communauté des quartiers organisées.							
<i>IExt 2.4. Nbre de personnes touchées par les causeries par quartier sur Bamako</i>	+/- 3400 personnes touchées sur les 3 communes		+/- 3500 personnes touchées dans les 3 communes		100%	AMSODE	
Ext 2.5 Quatre (4) Réunions de concertation entre partenaires de terrain et AL à Mopti & Bamako effectués							
<i>IExt 2.5. Nbre de réunions de concertation</i>	(4) réunions de concertation 2 à Mopti / Sévaré ; 2 à Bamako		5 (3 à Bamako et 2 à Mopti)		120%	CISP	
Ext 2.6 Subventions pour projets de sensibilisation DH et migration & genre financés							
<i>IExt 2.6. Nbre de subvention octroyées</i>			9		75% des OSC et 100% du budget	CISP	Le nbre a été réduit mais avec un montant augmenté pour mieux couvrir les besoins en terme de protection et de sensibilisation.
R3 : Un réseau d'OSC, d'acteurs nationaux et internationaux est créé pour la mise en place des stratégies propre aux droits des communautés migrantes en intégrant la dynamique GENRE et la reconnaissance des minorités sexuelles							
<i>IR 3.1. Nbre plan de plaidoyer sur les droits des communautés migrantes en intégrant la dynamique GENRE développé et réalisé par un réseau d'acteurs clés.</i>	1 plan de plaidoyer sur les droits des communautés migrantes en intégrant la dynamique GENRE développé et réalisé		1 plan matérialisé par le livre "Sira"		100%	CISP	

<i>IR3.2 Nbre des OSC qui s'intègrent au réseau autour de la migration</i>	Au moins 20 OSC s'intègrent au réseau autour de la migration		32 OSC intègrent au réseau autour de la migration		160%	CISP	
<i>IR3.3. Nbre des structures régionales et internationale qui ont augmenté leurs compétences sur les violations des minorités sexuelles</i>	Au moins 10 structures ont reçu le rapport alternatif sur les violations des minorités sexuelles		+/- 12 structures ont reçu le rapport sur les violations des minorités sexuelles		120%	CAS	
Ext 3.1. 1 Cartographie du réseau finalisée							
<i>IExt 3.1. Nbre de cartographie produite</i>	Une cartographie est diffusée en 50 exemplaires		50 acteurs de la migration		100%	CISP	
Ext 3.2. 1 Formation au Travail Thérapeutique de Réseau réalisée							
<i>IExt 3.2. Nbre de modules de TTR</i>	3 modules		4 modules de formation auprès de 56 professionnels		130%	CISP	1 module supplémentaire a été ajouté pour soutenir la dynamique de réseau et l'appropriation de l'outil du sociogénogramme
Ext 3.3 2 Rapports alternatif ont été réalisés et divulgués							
<i>IExt 3.3 Nbre de rapports alternatif violations des DH sur la migration et des minorités sexuelles divulgués</i>	Production de 1000 exemplaires de 2 rapports et distribués		Production 1 rapport alternative		50%	CISP	Vu la complexité politique et la radicalisation à l'égard des minorités, la récolte des informations et leur formalisation pour diffusion a freiné la rédaction de 2 rapports. Un seul rapport est disponible
Ext 3.4. 2 Plateformes du réseau organisées							
<i>IExt 3.4. Nbre de plateformes de 2 jours organisés</i>	2 plateformes avec au moins 50 personnes participants		+/- 150 participants aux 2 plateformes		100% de plateforme et 30% des participants	CISP	
Ext 3.5. 8 Journées de commémoration autour des DH & migration, femmes organisées							

<i>IExt 3.5 Nbre de journées thématiques organisées</i>	Au moins 400 personnes assistent au 8 journées		+/- 2000 personnes touchées par les journées		500% des personnes touchées	CISP	
Ext 3.6 1 Journée de capitalisation organisée							
<i>IExt 3.6 Nbre journée de capitalisation de 2 jours</i>	Au moins 100 personnes participent a 1 journée de capitalisation		+/-50 personnes ont participé		50%	CISP	Nous avons clôturé le projet fin novembre, date qui correspond à la campagne des 16 jours d'activisme contre les VBG. Nous avons plutôt fait le choix de faire une journée bilan avec les partenaires directs et indirectement associés au projet ce qui a diminué le Nbre escompté au départ.
Ext 3.7. Rencontres avec 2 partenaires internationaux et régionaux pour les minorités sexuelles effectués							
<i>IExt 3.7 Nbre de contact avec les partenaires et demande d'adhésion</i>	Au moins 2 affiliations à des réseaux régionaux ou internationaux en lien avec la communauté LGBTQI		4 structures (2 régionales et 2 internationales)		200%	CAS	

Comment les partenaires ont travaillé ensemble et leurs interventions étaient-elles complémentaires ?

La structure de partenariat du projet a été très bien pensée lors de l'élaboration de la proposition. Selon la stratégie de l'action, les partenaires du projet offraient des services complémentaires parfaitement intégrés avec un objectif de travail sur l'intersectionnalité des différents combats des groupes les plus vulnérables au sein des trois communautés cibles, les migrants, les PDI et la communauté malienne. Entre ces combats, il y avait la violence basée sur le genre et en particulier contre les femmes et les minorités sexuelles. Dans la pratique, cette stratégie a partiellement fonctionné. Le CISP a bien joué son rôle de formateur et de coordinateur des initiatives, en impliquant tous les partenaires dans les activités de formation, le développement du système de référencement, les événements du projet et les opportunités de capitalisation. Les partenaires ont participé plus ou moins activement à ces occasions d'échange et de renforcement de la synergie entre les différentes composantes du projet. Il a été noté que chaque partenaire avait tendance à se concentrer sur sa propre composante du projet plutôt que sur l'intervention dans son ensemble.

Cependant, plusieurs cas de références et d'échanges d'informations et de matériels ont été observés entre AMSODE (la première année), ARACEM et ATC. Par exemple, ATC a collaboré par le biais de références avec ARACEM (références pour les cas de migrants et les soins médicaux) et AMSODE (travail de proximité dans les camps PDI). Avec le SamuSocial, les partenaires sont en contact et ont reçu des kits de gel et de préservatifs. En revanche, il n'y a pratiquement pas eu d'échanges avec CAS. Ceci a été justifié par tous les partenaires comme un manque d'opportunités, car les groupes cibles de CAS n'ont jamais été en commun avec ceux des autres partenaires. Ainsi, bien qu'en principe les partenaires soient prêts à collaborer, dans la pratique, les opportunités de collaboration ont parfois été importantes et parfois inexistantes.

CISP a noté que les partenaires n'ont pas utilisé les réunions de coordination pour partager les problèmes et les réussites, ni pour identifier les possibilités de travail en commun. Cela n'a donc pas facilité le travail des membres de l'équipe du consortium. Néanmoins, le CISP a joué un rôle crucial en mettant en place des outils et une stratégie qui ont favorisé la complémentarité des interventions entre les partenaires. Ces outils ont permis une intervention coordonnée auprès des différents publics cibles, améliorant ainsi la prise en charge globale. En fournissant divers outils, le CISP a facilité une intervention harmonisée entre les partenaires, chacun étant en mesure de répondre à des questions et des problématiques spécifiques tout en travaillant vers un objectif commun. En outre, hormis la rupture du contrat avec AMSODE, le partenariat a fonctionné en termes d'atteinte des résultats escomptés, comme indiqué ci-dessus.

Résultat 1

Quelle est la qualité des formations offertes ? Quelle est la satisfaction des partenaires par rapport aux formations ?

3 des 4 formations ont été réalisées au cours de la première année du projet. Comme cela a été analysé en détail dans l'évaluation intermédiaire, toutes les formations destinées aux membres des OSC, y compris les partenaires du projet, ont été très appréciées par les participants. Au cours de la deuxième année, une formation supplémentaire a été dispensée sur les groupes de parole thérapeutiques, selon une des recommandations de la première évaluation qui avait noté une faiblesse dans la mise en œuvre des notions apprises pendant la première formation. Selon les animateurs de CAS, ATC et ARACEM cette deuxième formation était encore meilleure que la première car elle était plus pratique et leur a permis d'améliorer considérablement la qualité des groupes de parole. Les animateurs ont mieux compris l'objectif des groupes de parole et ont appris des techniques pratiques pour aider les participants à s'exprimer et à intervenir.

Le niveau des formations offertes au personnel des partenaires a été donc sans aucun doute très élevé et les leçons apprises ont été mises en place surtout dans la deuxième année du projet.

Est-ce que les migrant(e)s, les réfugié(e)s, les PDI, les femmes dans la traite, les minorités de genre ont accès à une aide mieux adaptée à leur besoin et à des services de protection plus qualifiés après les formations des partenaires ?

En général, à la fin de la première année du projet, les bénéficiaires rencontrés pendant l'évaluation intermédiaire ont déclaré un bon niveau de satisfaction à l'égard des services de soutien offerts par l'ATC, l'ARACEM et le CAS. Les bénéficiaires d'AMSODE n'ont pas pu être rencontrés.

Pour ce qui concerne les services offerts pendant la deuxième année, les consultantes n'ont pas été en mesure de mener une analyse approfondie ou d'interroger au hasard les bénéficiaires des services de protection offerts par les différents partenaires, car l'évaluation finale du projet a eu lieu après la fin des activités strictement liées au projet. Cependant, les consultantes, à travers les entretiens effectués, ont noté un haut niveau de qualité dans les services offerts par CAS et ATC, mais une faiblesse dans le système de référencement d'ARACEM. Certains cas très compliqués sont restés longtemps sans une solution, alors que dans le système de réseau il y a des acteurs qui pouvaient offrir des services adaptés.

Cependant, durant la première année il y a eu plusieurs témoignages positifs : *« L'accompagnement est essentiel. Je me base sur le fait qu'une personne angoissée, désespérée, peut retrouver un peu de force quand il y a une lueur d'espoir et l'accompagnement c'est l'espoir. » « Quelqu'un qui t'offre à manger et t'héberge te redonne de l'espoir. La possibilité d'être en sécurité quelque part c'est beaucoup ! ». « Le fait de rester à ARACEM trop longtemps c'est trop de confort, comme la maison de papa, et donc ça peut affaiblir. »*

Comme décrit dans la section sur la « pertinence » de ce document, tous les partenaires ont apporté quelques améliorations dans la gestion des services pendant la 2^{ème} année. ATC a intégré les consultations médicales et les médicaments contre les maladies sexuellement transmissibles pour les travailleuses du sexe sur une base plus stable, offrant la visite médicale 2 fois par semaine. Le médecin les a également fournis un carnet médical attestant le control médical régulier, qui est indispensable pour les contrôles de police. ARACEM a intégré les hommes dans les services d'accueil et de soins individuels, passant de 0 à 15 hommes par mois. CAS a renforcé les services destinés aux personnes fuyant leur famille ou le quartier/la ville où elles vivent, passant de 4 cas la première année à 22 cas à la fin du projet.

Pour ce qui concerne les groupes de parole thérapeutiques, certaines mesures d'ajustement dans la mise en œuvre de la méthodologie ont été mises en place par les trois partenaires. Chez ATC, les groupes de parole ne se sont plus faites avec 30 personnes mais avec 12-20 personnes parlant la même langue. Les groupes anglophones ont ensuite été séparés des groupes francophones et des autres langues. Chez ARACEM, les animateurs ont réduit les participants à 10-15 personnes et ils ont utilisé des nouvelles techniques pour faire parler les participants.

Chez CAS, les groupes de paroles se sont fait à 5 personnes maximum. Les agents ont utilisé la deuxième formation « groupe de parole » à mieux faciliter l'expression des membres de la communauté. Lorsqu'ils organisent des groupes de parole, ils ne réunissent que des personnes ayant la même orientation sexuelle : L ou G ou B, etc. L'objectif est de donner à chacun la possibilité de s'exprimer plus librement, car il existe des discriminations même entre les groupes de la communauté. CAS invite les personnes qui ont plus besoin et sur la base de leur demande.

Les groupes de parole ont aussi été organisés dans les centres d'accueil pour migrants, supportés par les subventions en cascade de AAOMM et BLAM, par des animateurs formés à travers cette action.

Un témoignage d'un agent de CAS : « *Les groupes de parole servent à donner aux gens l'occasion de s'ouvrir et de partager leurs expériences de frustration et de violence. Les gens ont la possibilité de raconter leurs expériences, d'analyser leurs problèmes en profondeur. Le partage aide les autres à réaliser que d'autres personnes subissent des violences similaires. Écouter les autres expliquer comment ils vivent leur identité aide les gens à s'orienter dans leur propre identité de genre. Le groupe de parole aide les personnes à sortir de leur isolement. Lors des séances de sensibilisation, tous les membres de la communauté sont mélangés.* »

Un témoignage d'un bénéficiaire de ARACEM : « *On parle des VBG, avec le socio génogramme on trace le parcours des migrants, on fait des jeux, des exercices (comme j'aime / je n'aime pas), avec des techniques ludiques pour faire le tri du bon ou du mauvais. Comme ça tu te libères, tu te soulages, tu sens que tu peux te défendre toi-même et défendre les autres.* »

Un témoignage d'un bénéficiaire de CAS : « *Le groupe remédie aux problèmes d'isolement, c'est un lieu refuge, c'est comme une famille. On peut parler des réalités, des rêves, des fantasmes, des douleurs, des situations difficiles ou agréables. Il y a une liberté de parole pour chacun.* »

Résultat 2

Est-ce que le matériel de communication développé pendant la première année a été utilisé pour les sensibilisations ? Est-ce que les sensibilisations ont déclenché des discussions parmi les groupes cibles ?

Même si c'était une recommandation de l'évaluation intermédiaire, CISP n'a pas organisé une rencontre avec tous les animateurs des partenaires pour discuter la manière d'utiliser les produits de communication et développer un plan de communication pour Kafamuya.

ARACEM. CISP a partagé avec le coordinateur de ARACEM les outils de communication. Il semble y avoir eu un problème de communication interne à ARACEM où le matériel n'a pas été transmis à tous les animateurs. Si certains animateurs de ARACEM ont reçu le film R/égard, un seul animateur était au courant de l'existence des capsules. Les capsules l'ont aidé à mieux comprendre les problèmes et à faciliter les discussions. Le livre a été partagé mais pas comme outil de sensibilisation.

L'équipe qui a utilisé le film a déclaré qu'il était difficile de l'utiliser parce qu'il devait trouver des salles intérieures où on pouvait le projeter, car le soir, lorsqu'il fait nuit et on peut faire des projections en plein air, il n'est pas prudent de rassembler les gens. Ils l'ont donc projeté le film environ huit fois. Grâce au film, il a été plus facile de lancer une discussion sur les situations de violence, discrimination et injustice présentés par les acteurs du film. Cependant, le film était un peu trop long, il abordait plusieurs thèmes et après il restait trop peu de temps pour la discussion. Il y a beaucoup d'éléments de discussion offerts par le film et parfois les discussions étaient trop longues. Les participants demandaient alors de revenir une deuxième fois pour recommencer la discussion.

CAS. Les outils de communication faits par le CISP sur le projet Kafamuya n'ont pas été utilisés par CAS. Les thématiques du film R/égard et des capsules n'étaient pas cohérents avec leurs priorités (migrants, PDI, travailleuse de sexe). Toutefois, CAS a produit à travers l'aide du CISP leurs propres capsules qui ont été présentés dans 3 événements sécurisés. Pour CAS, il n'est pas autorisé d'utiliser du matériel de communication

en dehors des événements dans des endroits sécurisés. Dans ces situations, le principal moyen de communication utilisé par CAS est verbal.

A travers les capsules, CAS a vu que le partage d'expériences de violence et de discrimination, ainsi que le fait d'être témoin de la réussite de quelqu'un pour s'en sortir, encouragent les autres à être forts et courageux.

ATC. ATC a partiellement utilisé les produits de communication du projet : 1. Les capsules lors des sensibilisations dans les postes de police (5 fois). Ils ont d'abord montré des vidéos sur leurs téléphones portables et ont ensuite parlé du respect des travailleuses du sexe. Ils les utilisent également dans le cadre du projet actuel : ils ont organisé un événement et en organiseront un autre en mars. 2. Le film R/égard avec les femmes participantes au groupe de parole. Les animatrices ont montré quelques clips du film avant d'entamer la conversation. Les femmes s'identifiaient avec les cas de film et commençaient à raconter leur histoire.

ATC n'a jamais utilisé le livre. Les animatrices pensent que personne ne lit au Mali et que le livre n'est pas utilisable.

Mande TV. Les capsules ont été transmises et sont toujours diffusées par la TV.

Interview de la directrice : *« Pour moi la diffusion, ce n'est pas seulement le partenariat, ni le prix mais c'est surtout l'esprit du projet. Par-dessus tout c'est l'esprit du projet qui m'a le plus inspiré et convaincu. Je me suis dit c'est intéressant. Et derrière ce projet, ce n'est pas le CISP que je vois, mais le citoyen lambda. Parce que je me dis une télé, ça doit sensibiliser. Nous avons déjà diffusé et après on s'est dit, il faut encore rediffuser parce que là c'est dans la phase sensibilisation, la phase parler aux populations pour que ça acte vraiment. Nous allons continuer la rediffusion après le mois de carême. J'avais reçu beaucoup de retour positif énormément et beaucoup de gens m'ont accosté pour me parler de ces capsules. Nous avons diffusé les capsules R/égard, Les capsules VBG en entier et je n'ai eu aucun retour négatif venant de la part de quelqu'un. Après la diffusion du film regard, j'ai fait un plateau télé dans mon émission réflexion sur les questions de la migration avec Mamadou Diakité (consultant sur la cartographie des acteurs de la migration). »*

« C'est ce genre de message qu'il faut faire passer. Ça a beaucoup fait écho, j'ai même un confrère qui est correspondant de médias guinéens qui m'a parlé de ça en me disant : c'est un sujet qui interpelle. Et m'avait même parlé d'une guinéenne qui est au Mali comme travailleuse de sexe qui se retrouve dans ce genre de problème »

Pendant la conférence de presse du livre Sira et du film documentaire r/Egard le 8 novembre 2022, les retours de quelques personnes du public dont des participantes aux ateliers et/ou au film était très satisfaisant.

Personnes du public : *« J'ai découvert beaucoup d'histoires grâce au film, cela me touche beaucoup car j'ai déjà eu affaire à plusieurs immigrants et découvrir ces petites histoires ça m'a fait plonger dans un passé très lointain. Le film était très émouvant. » « Ce qu'on vient de voir, ça me fait penser de faire attention aux douleurs des autres, de voir la vie à une autre dimension. Tous ces gens qui vivent dans les différentes conditions, qui ont migré à cause de la guerre ou à la recherche de vie meilleure pour leurs parents ou autres choix, c'est quelque chose de très émouvant pour moi. » « Quand j'ai regardé ce film j'ai senti des choses, déjà de la colère après de la joie. »*

« On a tendance à faire pour le migrant sans le migrant et là, le CISP est en train de faire l'inverse, de faire avec le migrant ou alors à faire ce que le migrant veut faire. Ça devient encore plus productif ; je suis très content ».
« C'est parmi l'un des films le plus touchant, le plus vrai, le plus sincère. Ça a été vraiment des interviews sans filtre parce que quand je regardais ... j'en ai vu, pour vous dire étant dans les médias - une journaliste de Mandé Tv - mais j'avais l'impression de vouloir baisser la tête, j'avais comme une honte face à la situation, face à ce

qu'elles vivent. » « Je savais qu'il y avait des migrants mais je n'avais jamais assisté à une initiative pareille. Donner la parole aux migrants vraiment c'est à féliciter. »

Pendant la Conférence de presse des Capsules « lutte contre VBG », le 24 Novembre 2022, les participant-e-s ont répondu à la question « qu'avez-vous appris au visionnage de ces capsules ? » avec des commentaires qui montrent un grand potentiel pour les outils de communication produits par le projet.

« J'ai revécu les formes de violences que je vois dans mon quotidien en tant que femme malienne et notre société n'a pas tant évolué que ça, malheureusement ces violences sont profondément ancrées. Il faut beaucoup de travail pour que les mentalités changent. Malgré toutes nos campagnes on est à la 16eme édition des 16 jours d'activisme par UNFPA, j'ai l'impression que ça n'impacte pas beaucoup la population. » « Ce sont des vidéos qui vont certainement participer à l'éveil des consciences autour de cette triste réalité. » « Le CISP a réalisé 16 capsules qui seront de véritables vecteurs de sensibilisation pour défendre les droits des femmes et des filles. »

« C'était une très belle initiative et je l'ai beaucoup appréciée en termes d'initiative innovante. Depuis '58 nous (UNFPA) sommes dans ces actions, mais nous remarquons que les résultats sont timides. Je pense qu'avec ces capsules, ça nous permettra de contribuer pour arriver à un objet commun, qui est de lutter contre les VBG, MGF, mariages d'enfants et tout ce qui va avec. » « On peut dire que ces capsules vont être un outil de conscientisation sur les réalités des violences dont sont victimes les femmes au sein de la société malienne. Dans la mesure où on pense que les questions de violences sont des fictions, il y a certaines personnes qui n'y croient pas et qui pensent que ce sont des histoires. Ces capsules vont permettre à ces personnes de voir les réalités cachées des questions de violences domestiques, conjugales, entre autres. »

« J'ai vraiment aimé les différentes capsules présentées, ça m'a beaucoup inspirée, ça m'a montré que nous devons beaucoup travailler sur les normes sociales pour que plus de femmes puissent s'exprimer, témoigner, car dans le quotidien nous rencontrons beaucoup de personnes victimes de ces violences là et la majeure partie des personnes n'osent pas en parler jusqu'à présent. »

« J'ai donné le film à des artistes maliens qui en parlant des travailleuses du sexe ils disaient que personne n'était au courant de comment les filles sont arrivées ici et pourquoi. J'ai trouvé ça très choquant, malgré qu'un l'artiste a travaillé dans les mines et il a vu beaucoup de femmes nigérianes qui travaillent là-bas, mais auparavant il avait une idée préconçue sur les femmes qui doivent vendre le corps, il ne cherchait pas trop loin pour comprendre pourquoi elles sont là. Ça arrange tout le monde, on est dans les stéréotypes. »

« Je crois que des initiatives comme celle-là sont l'éveil des consciences que nous appelons professionnellement l'empowerment. Vous avez pu constater les émotions sur les visages de tous les participants (mouchoirs par ci par là), certains prennent conscience. Ça a donné de la lumière à la souffrance des femmes et plus spécifiquement au Mali à cause des traditions, des stéréotypes, des préjugés. La souffrance dans l'âme, celle qu'on ne peut pas exprimer, dont on ne peut pas parler, la domination des hommes. »

« Je pense que c'est une très bonne initiative qui mérite d'être présentée, car là où nous sommes maintenant. C'est un éminent problème en Afrique la question de la migration. »

Est-ce que les sensibilisations sont efficaces dans le changement de la connaissance, des attitudes et des comportements des groupes cibles ?

Le projet n'a pas prévu une formation des codemandeurs sur la communication pour le changement des connaissances, des attitudes, des comportements ou des normes sociales. Donc, chaque partenaire a utilisé les méthodologies qu'il connaissait pour animer les sessions de sensibilisation.

Certains changements ont été amenés aux séances de causeries des partenaires pendant la deuxième année.

CAS. La sécurité est diminuée pendant l'année 2023 et les causeries sont devenues très difficiles à faire. Elles pouvaient se faire dans la rue ou dans un resto ou chez quelqu'un, individuellement ou avec maximum 5 personnes à la fois. Mais l'agent ne pouvait pas apporter du matériel de sensibilisation (comme les capsules sur son téléphone).

ARACEM. La sensibilisation se faisait par groupes de 20 à 30 personnes. Les participants étaient identifiés par le leader communautaire. Il s'agissait des Maliens et des étrangers car dans les mêmes quartiers il y a toutes les nationalités. La sensibilisation sert à créer une cohésion sociale en changeant le regard que les populations d'accueil portent sur les groupes de migrants et inversement. Il y a des stéréotypes dans les deux sens. Les conversations facilitent l'échange et la compréhension des habitudes des uns et des autres. Mais pour changer le regard des gens il faut longtemps et une séance de sensibilisation n'est pas assez. Des fois, il y avait beaucoup d'éléments de discussion qui se déclenchaient dans une séance et parfois les discussions étaient trop longues. Les participants demandaient alors de revenir une deuxième fois pour continuer la discussion. Cependant, les participants changeaient lorsque ARACEM revenaient et il y avait un manque de continuité.

ATC. Les animateurs d'ATC ont trouvé qu'il était de plus en plus difficile de faire de la sensibilisation en groupe dans les bars car les femmes cherchent des clients et ne les écoutent pas. Elles ont donc décidé de faire de la sensibilisation par petits groupes de 2 ou 3 personnes et d'aller dans les clubs plus tard dans la soirée pour que les filles aient déjà eu des clients et soient plus à l'écoute. Toutefois, sans préservatifs, les femmes n'écoutaient pas la sensibilisation.

Est-ce que les subventions en cascade ont été efficaces dans la réalisation de leur objectif ?

L'action a permis de financer 5 projets de prise en charge des migrants et 4 projets d'autonomisation et de sensibilisation. La décision de modifier le plan initial et de financer également des projets de sensibilisation des migrants (qui contribuent ainsi au résultat 1) a été prise pour augmenter l'efficacité des interventions : moins de projets et plus d'argent pour chacun.

En ce qui concerne les projets de prise en charge des migrants, des centres d'accueil similaires ont été financés, mais avec des objectifs légèrement différents : 1 centre spécialisé dans la traite des femmes, 1 centre s'occupant également des femmes migrantes en prison, 1 centre offrant un soutien juridique, 1 centre offrant un soutien médical et 1 centre offrant une formation professionnelle.

A travers les 5 subventions en cascade, l'action a atteint le 95% des personnes cibles en termes de services d'hébergement, nourriture et soins médicaux, et 110% des personnes cibles à travers un soutien psychologique de groupe et, à la fois, individuel. A travers les subventions en cascade, 3 OSC ont également facilité le rapatriement assisté de 28 personnes desquelles 11 femmes victimes de traite avec un nouveau-né, 4 femmes et 8 enfants en difficulté. Ce projet a permis avec l'aide de la justice malienne l'arrestation de 6 trafiquants d'être humain.

Le CISP a évalué le travail de 3 OSC bénéficiaires des subventions en cascade pour des projet de prise en charge des migrants très satisfaisant et 2 suffisant. La consultante a visité 2 structures et a remarqué un manque de système de gestion administrative rigoureuse, en raison d'un manque de capacité des gestionnaires des centres et probablement d'un nombre insuffisant d'employés. Les gestionnaires des centres sont pour la plupart des bénévoles qui n'ont pas l'habitude de gérer des projets de développement.

Structures	Personnes hébergées, nourries, soignées						Retour volontaire	Groupes de parole				
	N cible	N de migrants touchés	% atteinte	H	F	E	N de migrants accompagnés	N cible	N de séances réalisés et personne touchées	% atteinte	H	F
AAOMM	120	119	100%	62	50	07	12	120	21 séances 270 personnes	225%	169	101
AJDM	30	30	100%	01	22	07	05	30	10 séances et 23 personnes	90%	01	22
BLAAM	120	127	105%	12	95	20	00	120	24 Séances Et 107 personnes	90%	12	95
VER	120	120	100%	34	84	02	00	120	24 séances et 118 personnes	100%	34	84
WAHT	180	139	75%	01	117	21	11	180	72 séances 117 personnes	60%	00	117
TOTAL	570	535	95%	110	368	57	28	570	635	110%	216	419

En ce qui concerne les projets visant à sensibiliser et à responsabiliser les groupes vulnérables, des projets très différents ont été financés. 1 projet visait à offrir une opportunité d'emploi à 10 migrants dans le domaine de la photographie, 1 projet visait à former une équipe de 10 femmes travailleuse du sexe en tant qu'artistes de danse et théâtre, 1 projet visait à sensibiliser et à offrir des soins médicaux aux filles domestiques, et une sur la sensibilisation dans une zone périurbaine légèrement éloignée de Bamako, un film de sensibilisation a été réalisé.

Structures	Formations		Sensibilisations		
	Secteur de Formation	Participants aux activités	Thématiques	Nbre de séances de sensibilisations	Personnes touchées
ADH			VBG, VIH, IST	20 séances de sensibilisations	476 (F)

Cie JIRILADON	Dance et theatre	10 femmes travailleuses de sexe	VBG	6 présentations des performances	200
Bougou SABA de Siby			Migration Cohésion sociale	Recensement	175 (78 F et 97 H)
YAMAROU Photo	Photographie	10 jeunes (8 F)	Cohésion sociale	Expo photographique et reseaux sociaux	120 personnes en sensibilisation et 10 bénéficiaires
TOTAL		20			971 (75% F)

Résultat 3

Quelle est la satisfaction des partenaires par rapport à la formation sur le TTR ? Comment les enseignements de cette formation sont mis en pratique par les acteurs ciblés ?

Les ateliers de transmission sont un moyen efficace qui permet aux acteurs d'apprendre à utiliser et à maîtriser les 5 couleurs constituant le sociogénogramme, une de figures du TTR, même si la compréhension a été complexe au départ vu le peu de moyen de mise en pratique (absence des 5 couleurs de feutres, grandes feuilles de papier) le fait de dessiner les acteurs de la prise en charge du référencement a permis une meilleure rationalisation de la prise en charge, de vérifier les doublons et de mieux adapter les solutions aux situations complexes. Les acteurs continuent à se rencontrer pour les ateliers, même si la mobilisation de certains reste encore très faible. Au moins une dizaine d'ateliers de transmission se sont mis en place sous le lead d'un des animateurs des codemandeurs du projet. ARACEM via son agent de sensibilisation en a animé plusieurs. Il a pu adapter le schéma des 5 couleurs pour faire face aux contraintes logistiques, notamment réduire le schéma sur un cahier et compenser l'absence d'une couleur, l'orange, en modifiant la couleur rouge en pointillé. Démarche qui a été validée par la 4^{ème} formatrice en TTR. La ténacité de certains animateurs du réseau en dit long sur l'adhésion et la satisfaction au TTR.

Quelques témoignages :

ATC, profite des groupes de parole pour faire le sociogénogramme, afin de tracer le parcours des Travailleuses de sexe qui viennent chez eux pour la première fois ou seule dont la situation nécessite des éclaircissements pour être mieux comprises.

CAS, pour eux le sociogénogramme est un excellent outil qui leur permet de retracer le parcours d'un membre de la communauté sans passer par l'écrit. Surtout dans le contexte actuel où ils font face à une grande insécurité. Cette formation nous a apporté plus de compétences et des outils qui nous permettent de la pratiquer lors de nos assistances et ça permet aux victimes de bien détailler leurs parcours.

Pour ARACEM, cette formation au travail de réseau nous a permis de mieux connaître les structures et leurs domaines d'intervention et du coup face à une situation qui est au-delà de notre compétence nous savons à qui s'adresser.

Les outils de la formation nous permettent de tracer le sociogénogramme ou le méga socio génogramme des situations souvent critiques de certains migrants, il est bien vrai que les codes couleurs ne sont pas chose facile

à maîtriser car cela nécessite une formation beaucoup plus approfondie. Nous avons agrandi notre répertoire des acteurs intervenants dans le domaine de la protection et aussi côtoyer les structures qui travaillent avec les LGBTQI.

Lors de l'entretien avec les acteurs du réseau, ils proposent au CISP de présenter l'outil au niveau de cluster protection et faire une formation pour être au même niveau, cela peut faciliter le référencement. En effet pour eux, avoir également une vision de l'applicabilité du sociogénogramme, une base de donnée de l'utilisation, est une valeur ajoutée. C'est la traçabilité en mesurant le nombre de référencement par trimestre ou semestre.

Est-ce que les partenaires sont en train de recueillir la documentation pour les rapports alternatifs sur violations des DH sur la migration et des minorités sexuelles ?

Sur les 2 années du projet, seul un rapport sur les violations des DH à l'égard des communautés LGBTQI a été produit. Les animateurs formés n'ont pas pu s'approprier les informations communiquées durant les 5 jours de modules. La fiche d'identification n'a pas été rempli correctement pour pouvoir l'utiliser. Le suivi à ce niveau n'a pas été réalisé, ce qui est expliqué par le niveau élevé d'attention à avoir sur la supervision des activités. Seul CAS a été régulier sur ce niveau d'activité, ce qui semble être expliqué par la volonté de ce groupe identitaire à vouloir être reconnu dans leurs droits et surtout de pouvoir alerter sur les conditions de la communauté LGBTQI+ en termes de violation des DH.

3.3. Impact

Pour ce qui concerne l'impact de l'action, cette évaluation avait l'objectif de répondre à la question « **Dans quelle mesure les changements au niveau individuel, communautaire et institutionnel sont-ils le résultat des activités du projet ? Est-ce que la théorie de changement du projet est confirmée ?** »

La question s'articule en plusieurs questions spécifiques sur les 3 résultats.

Résultat 1

Est-ce que les formations des animateurs ont changé la qualité de leur travail ?

D'après les informations recueillies au cours de la première année du projet, tous les animateurs qui ont participé aux formations ont déclaré avoir changé leur façon de répondre aux besoins des groupes cibles et avoir appris à animer des groupes de parole. Pour ce qui concerne les groupes de parole menés pendant la deuxième année, encore une fois les consultantes n'ont pas été en mesure d'interroger au hasard les bénéficiaires, car l'évaluation finale du projet a eu lieu après la fin des activités strictement liées au projet. Toutefois, sur la base des entretiens menés, il y a eu une grande amélioration dans la pratique des groupes de parole et les participants étaient en général très satisfaits. Tous les partenaires ont organisé régulièrement les groupes de parole thérapeutique, et ces rencontres leurs ont permis de discuter et soutenir plusieurs migrants et personnes en difficultés.

Tous les partenaires du projet ont mentionné avoir partagé la formation « avec d'autres membres de leur association ; cela amplifie l'effet des activités de formation avec un impact en cascade sur l'ensemble de l'équipe de chaque organisation.

Comment la prise en charge individuelle, les groupes de paroles, et les ateliers ont aidé les groupes cibles à acquérir une meilleure résilience et *autonomisation* pour dépasser leurs statuts de personnes victimes ?

Bien sur la prise en charge individuelle a été d'une importance capitale pour 7480 personnes qui étaient : hébergées et nourries dans les centres d'accueil de ARACEM, BLAM, AAOMM, VER, WHAT et AJDM ; soutenues par la prise en charge sanitaire de ATC et à travers le référencement des autres partenaires à des structures spécialisées ; soutenues dans la prise en charge juridique à travers le système de référencement ; rapatriées à travers IOM ou directement par le projet ; soutenues par CAS à trouver un refuge sécurisé ; soutenues à développer des compétences professionnelles et à trouver un travail.

Cependant, tous les entretiens avec les partenaires et les bénéficiaires de l'initiative ont révélé que le travail du projet sur la prise en charge émotionnelle et l'autonomisation des personnes ayant subi diverses formes de violence au cours de leur migration ou de leur recherche d'identité était la composante qui a eu un impact très important.

Il ressort clairement des entretiens menés que la satisfaction des besoins de base est nécessaire à la survie mais ne suffit pas à régénérer la confiance en soi et la capacité à surmonter les violences subies. Ces deux derniers éléments sont fondamentaux pour reconstruire un nouveau parcours de vie qui puisse offrir aux personnes un bien-être émotionnel et économique.

L'action a travaillé sur la compétence émotionnelle surtout des femmes, mais aussi des hommes avec des traumas à travers de différentes méthodologies. L'**atelier Expression, Care, Empowerment** a été une méthodologie très appréciée. Il y a eu quatre ateliers de 6 jours organisés par le CISP, auxquels ont participé 40 personnes au total. Il s'agissait de femmes ayant subi des violences fondées sur le genre et des traumatismes de guerre, telles que des violences sexuelles, des victimes de la traite des êtres humains et de la prostitution forcée, des victimes de discrimination en raison de leur orientation sexuelle, des violences physiques.

Pendant les ateliers, les animateurs ont pu voir dans leurs yeux, l'espoir renaître d'une vie moins pire, le courage de pouvoir dire NON ou de demander de l'aide quand ça ne va pas. Pour des femmes qui ont été éduquées pour être soumises et encaisser en silence. Quelques-unes ont pu demander un soutien psychologique qu'elle n'oserait jamais imaginer demander. Elles ont développé de l'estime pour elle-même et ont plus confiance en elle. Par exemple les femmes qui ont participé au premier atelier ont raconté leur histoire qui est dans le livre « Sira », celle du deuxième atelier ont participé à une vidéo, et celle du quatrième sont arrivées à reproduire la pièce "Mussow Lakana" devant de centaines de personnes au musée du district de Bamako. Alors qu'à la base, la majeure partie de ses femmes n'osaient pas parler devant les gens ou être vues.

Une participante au spectacle "Mussow Lakana" - « *J'ai beaucoup aimé faire du théâtre comme une actrice me mettre dans la peau d'un homme violent ! Je ne pensais pas pouvoir être dans une telle activité avec des gens aussi important : encore !* »

Les participantes du film R/égard, quant à elles ont regardé la présentation du film au public, ont dit : « *J'ai eu beaucoup d'émotions, mais en fait j'ai un sentiment de joie, de fierté, de me voir sur l'écran je n'en revenais pas, je suis fière de moi.* » « *Pour moi ça représente un sentiment de fierté, parce qu'être là, voir d'autres dans la même situation que moi et être impuissante c'était un sentiment qui me dérangeait.* »

Les caractéristiques qui rendent la prise en charge pendant ces ateliers si efficace sont : l'utilisation de l'art et des activités pratiques qui donnent à toutes les personnes la possibilité de s'exprimer ; le temps du soir pour

les confidences et les séances de psychothérapie individuelles ; le remboursement des dépenses qu'elles reçoivent qui leur permet de soulager la pression de la satisfaction de leurs besoins de base et d'avoir du temps après l'atelier pour se réorganiser afin de changer leur chemin de vie. Pour les participants, il était également très important de partager l'expérience avec des personnes extérieures à leur entourage qui avaient subi d'autres types de violence. Cela leur a permis de sortir de leur contexte et de faire l'expérience de la non-discrimination et du non-jugement, y compris de la part de personnes autres qu'elles-mêmes (par exemple, des personnes extérieures à la communauté LGBTQ+ ou à la prostitution). L'amitié qui s'est formée entre ces personnes était très intime, sincère et profonde.

De nombreuses femmes qui ont participé à l'atelier sont retournées dans leur pays d'origine, ont abandonné la prostitution, ont trouvé un nouvel emploi, se sont occupées de leur famille, ont trouvé un nouveau logement et ont recommencé à s'occuper de leurs enfants.

Ici quelque témoignage des femmes participantes à l'atelier :

Femme 1 – migrante camerounaise : « *J'ai changé beaucoup après l'atelier de CARE. Avant, je ne parlais pas, je n'interagissais pas avec les gens et j'avais plutôt un sentiment de frustration quand je voyais les gens. Le fait de se retrouver le soir en famille m'a aidé beaucoup à m'ouvrir. J'ai vécu ce que je n'avais jamais vécu à travers le design, la parole, les sketches. L'exercice de STOP m'a beaucoup aidé. Je me sens maintenant plus à l'aise de dire NON si je ne veux pas quelque chose. J'ai acquis les ressources pour repartir.* » Après cet atelier, la femme, abandonnée par son mari et qui venait d'accoucher, est partie du centre d'accueil de ARACEM, a pris une maison pour elle-même et a commencé à travailler dans un petit restaurant comme cuisinière.

Femme 2 - malienne trans-homme : « *Avant de partir j'étais confuse, je suis repartie changée. Je suis partie faible, je suis retournée chargée d'énergie. J'ai repris la confiance en moi. Les meilleurs moments étaient les soirs quand tout le monde se retrouver ensemble à échanger en liberté. Je me suis sentie pour la première fois non discriminée par d'autres femmes qui ne sont pas de la communauté LGBTQ+. Pendant l'atelier, chacun pouvait être soit même sans jugement. J'ai surtout acquis la capacité de s'exprimer et de dire aux gens ce que je pense si je ne suis pas d'accord. Avant l'atelier, je n'avais pas le courage de m'exprimer devant les autres, l'atelier m'a donné la force d'être moi-même, même dans des situations de discrimination et de difficultés.* » Après cet atelier, la femme a pris du temps pour décider quoi faire, elle a pris des distances avec sa famille, elle a trouvé un logement et un travail qu'elle aime bien.

Les animateurs du partenaire SamuSocialMali ont témoigné le changement au niveau comportemental de certaines participantes, qui avaient du mal à s'intégrer dans les activités sur le site PDI, mais après l'atelier ses femmes osent non seulement participer, mais aussi s'exprimer.

L'impact de ces ateliers a eu un effet secondaire sur des autres femmes qu'elles ont rencontrées et avec lesquelles elles ont partagé leur expérience. C'était avec des amis, mais aussi même avec des personnes qu'elles ne connaissaient pas, qu'elles ont rencontré à travers des groupes de parole ou des causeries. Pour ces autres personnes, ce n'était certainement pas la même chose que d'avoir vécu leur expérience, mais les femmes interviewées pensent que certains messages ont été captés par d'autres personnes, même si elles ne sont pas sûres si leurs conseils ont été mis en pratique.

Les groupes de parole constituent une autre approche ayant un impact majeur sur le bien-être émotionnel des bénéficiaires, d'une plus petite intensité des ateliers CARE mais touchant beaucoup plus de personnes (5148 femmes et hommes). Il s'agit des moments de partage entre des personnes ayant des expériences similaires (hommes et femmes migrants, femmes prostituées, personnes de la communauté LGBTQ+, femmes PDI). Ils ont permis à chacun de parler de leur propre expérience de frustration et de violence. Les gens à

travers les histoires des autres ont la possibilité d'analyser leurs problèmes en profondeur. Le partage aide les autres à réaliser que d'autres personnes subissent des violences et des difficultés similaires mais différentes, et donc de se sentir moins seuls en réalisant que d'autres personnes les avaient également vécus.

Grâce aux groupes de parole, les animateurs de ATC ont constaté des changements de comportement chez les femmes travailleuses du sexe. Celles qui ne s'ouvraient pas pendant les groupes de parole ont été invitées à des entretiens individuels. Selon ARACEM, le groupe de parole a entre autres la fonction de soutenir le développement personnel et d'autoprotection des groupes cibles. Chez CAS, les groupes de parole se font avec des personnes ayant la même orientation sexuelle L ou G ou B, etc. L'objectif est de donner à chacun la possibilité de s'exprimer plus librement, car il existe des discriminations même entre les groupes de la communauté. Écouter les autres expliquer comment ils vivent leur identité aide les gens à s'orienter dans leur propre identité de genre. Le groupe de parole aide les personnes à sortir de leur isolement.

Au cours de la deuxième année du projet, une autre approche de soins, le **Body Mapping**, a démontré un impact important sur la santé mentale et émotionnelle de 20 femmes PDI, facilité par le CISP avec le soutien de SamuSocialMali. Cette méthodologie utilise l'art visuel comme forme d'expression des émotions et de narration de leur vécu. En effet, de plus en plus de spécialistes et de praticiens de la santé mentale qui travaillent dans des zones de conflits ou définies comme instables reconnaissent que la paix durable, le bien-être et l'inclusion exigent plus qu'un engagement cognitif et rationnel car les conflits et la violence ne peuvent pas être transformés uniquement par des processus rationnels. Ces contextes instables requièrent de plus en plus des modes d'expression qui donnent une voix aux pensées et aux sentiments qui défient les mots. L'art est dans ce contexte un moyen de vivre, de sentir, de parler, de partager, de {re}construire, d'être en vie individuellement et collectivement. Le Body Mapping consiste à peindre une représentation grandeur nature de son corps sur une toile et à utiliser des couleurs, des images, des symboles et des mots pour représenter les expériences qui montrent le chemin parcouru dans la vie. Elle crée un espace sûr et sans jugement où les participants peuvent s'exprimer. Le processus est une combinaison de récits personnels, de discussions de groupe, de visualisation guidée et de travail corporel. Chaque séance de questions-réponses est suivie d'une discussion de groupe centrée sur le partage d'expériences personnelles, permettant ainsi un processus de guérison.

Le body mapping a permis aux femmes de découvrir de nouvelles choses, d'apprendre à dessiner, à colorier, d'extérioriser leurs difficultés, de reprendre confiance en elles, de rencontrer d'autres femmes du camp et de créer de nouvelles amitiés, de se libérer d'une certaine manière de leurs souffrances et d'adoucir leur cœur. Dans le camp, elles n'avaient pas l'habitude de se confier et de s'exprimer. Parler de leurs problèmes leur a permis de trouver des solutions et le courage de les affronter. Cela a été très important de mélanger les femmes dans l'atelier à partir de leurs groupes ethniques (dogons et peules) et du quartier de provenance dans le camp PDI. L'atelier a permis de créer une cohésion sociale entre les femmes et de démystifier certains stéréotypes.

Femme 1 – PDI Faladié : « *Je n'ai jamais dessiné de ma vie, je ne peux ni lire, ni écrire mais ce travail m'a donné beaucoup de confiance, vous nous avez apporté beaucoup de support et de considération, c'est comme si je pouvais écrire et dessiner maintenant* »

Femme 2 – PDI Faladié : « *J'ai eu l'occasion d'exprimer des choses enfouies, cela ne m'est jamais arrivé, cela m'a fait beaucoup de bien, l'activité de la difficulté et du bonheur m'a fait beaucoup de bien* ».

Après l'ateliers, les femmes PDI se rencontrent dans leur quartier avec leurs nouvelles amies pour discuter, se confronter et continuer leur parcours de renforcement de leur intelligence émotionnelle.

20 enfants PDI (10 filles et 10 garçons) ont bénéficié d'un parcours d'empowerment à travers un atelier de **Photo Voice** organisé par le CISP avec le SamusocialMali. Les adolescent.e.s ont appris à prendre des photos

et à s'exprimer à travers elles. La photo a été l'instrument utilisé par les enfants pour raconter leur vécu et partager leurs problèmes. Ils ont raconté leurs souvenirs du village d'où ils viennent, décrit les difficultés qu'ils rencontrent sur le site, rêvé du travail qu'ils aimeraient faire. Un enfant ne s'exprime pas verbalement, mais avec les photos qu'il a prises il peut te raconter ce qu'il vit quotidiennement. La photo de sa maison parle beaucoup. L'opportunité de toucher un téléphone, l'amour, l'attention et l'affection qu'ils reçoivent pour 5 jours, le partage entre eux, la possibilité d'exprimer leurs rêves, les change. Les camps PDI sont très dangereux, et facilement, les enfants sont convaincus à aller dans la rue pour gagner plus de liberté et plus d'argent. Donc la sensibilisation et l'empowerment à travers le Photo Voice sont importants.

Pour eux, ce fut une véritable découverte, une source d'inspiration. La plupart d'entre eux ne vont pas à l'école, c'est pourquoi le développement des compétences professionnelles devrait également être envisagé pour eux. Pour certains, le Photo Voice les a aidés à résoudre un conflit. Un garçon, par exemple, était en conflit avec son père qui possédait une petite boutique mais ne voulait pas que son fils travaille avec lui. Ils sont parvenus à un accord et le père l'a aidé à trouver du travail dans une autre boutique. Il gagne maintenant 30 000 FCA par mois. Un autre garçon était en colère contre sa mère qu'il n'avait jamais rencontrée. Il s'est construit une boîte où il a mis tous les messages qu'il voulait dire à sa mère.

Enfant 1 – garçon PDI Faladie « *Je ne savais pas si je pourrais le faire alors j'avais peur au début. J'ai tout aimé, toutes les activités, parler de nos défis et bonheur* »

Enfant 2 – fille PDI Faladie « *J'étais très inquiète comme je suis enceinte. J'ai dû mentir pour pouvoir participer à la formation. Je suis heureuse car j'ai appris à prendre des photos belles et significatives, La formation était très thérapeutique* »

Pendant l'exposition de leurs photos au musée national du district de Bamako, les enfants ont manifesté leur joie à l'égard de l'événement. Pour eux, l'idée d'exporter leurs œuvres était très favorable, car à travers cela, disent-ils, c'est une chance que le monde extérieur également puissent voir et comprendre les difficultés auxquelles ils sont quotidiennement confrontés.

Les **ateliers de pensées visuelles** ont donné aux enfants de la rue la chance de raconter leur vie quotidienne. A travers le dessin les animateurs de SamuSocial comprennent les difficultés d'un enfant et commencent à créer un contact avec lui. Les soins médicaux si nécessaire, la nourriture, les entretiens individuels se font sur place. A travers la confiance que se crée, certains partagent les contacts de leurs parents et Samu social les aide avec la réinsertion, même si ça ne marche pas toujours, car à la fois les enfants repartent dans la rue.

Le Samusocial a déclaré que les activités de dessin avec les enfants au musée ont été très bénéfiques car elles ont permis à l'équipe du SamuSocial d'approcher les enfants des rues d'une manière plus saine. Le travail de proximité dans la rue est très compliqué car les garçons cherchent de l'argent le jour en mendiant et la nuit en se prostituant. En revanche, lorsqu'ils ont été invités à dessiner, manger sans consommer de la drogue pendant toute une journée, il est plus facile d'interagir et d'entamer un dialogue. Par le biais du dessin, ils racontaient leurs journées et leurs craintes. Gagnant en confiance avec les animateurs, ils ont confié leur désir de retourner dans leur famille, ce que le Samu social les a aidés à faire.

Pendant la formation en **danse et théâtre** offert par l'association Jiriladon aux femmes dans la prostitution, il a été constaté une évolution progressive du niveau des bénéficiaires en termes de danse et une volonté farouche de continuer cette lutte pour mettre fin aux pratiques néfastes à l'endroit des femmes et migrantes au Mali. A la fin de ce parcours au moins 2 femmes ont abandonné le travail du sexe.

Le micro-projet de Yamarou Photo a donné une nouvelle confiance aux jeunes déplacés internes d'apprendre un métier artistique qui leur permet de faire face à leurs besoins. Aussi, il a créé un véritable réseau entre les jeunes déplacés et le milieu artistique et culturel, qui a permis d'offrir aux jeunes déplacés les possibilités de l'art en général et la photographie en particulier en tant que facteur d'amélioration des conditions de vie des déplacés internes.

Enfin, certains partenaires ont offert des services en plus qui ne rentraient pas dans le projet Kafamuya, comme les formations pour la réinsertion socio-économique (ATC, ARACEM, CAS), le cours d'initiation à la langue bambara (ARACEM). Cela en ajout aux formations professionnelles de AAOMM et Yamarou. Cette complémentarité a été importante pour une prise en charge plus complète des groupes cibles.

Résultat 2

Est-ce que les sensibilisations et l'utilisations des outils de communication innovants ont-ils changé les attitudes des gens cibles ?

Même s'il faudrait faire une étude quantitative pour avoir des données plus précises, à travers un sondage qualitatif, les consultantes ont évalué que les sensibilisations faites par tous les partenaires du projet, y compris les bénéficiaires des subventions en cascade, ont changé les attitudes de certains groupes vers les catégories cibles.

Selon les animateurs de ARACEM, les sensibilisations avec les réfugiés et les Maliens ont eu beaucoup d'impact car à travers les causeries les deux communautés arrivent à se comprendre mieux et à établir une cohabitation pacifique. Les thématiques abordées pendant les sensibilisations pour la compréhension des enjeux liés aux migrations, à la déconstruction des idées reçues sur les personnes migrantes, et à l'affirmation d'une parole d'unité contre les discriminations et pour la cohésion pacifique entre migrants et population hôte, ont porté fruit par l'orientation de 40 migrants au centre d'ARACEM par les points focaux.

L'impact des causeries de CAS est surtout sur la communauté de minorités de genre, pas sur le regard des autres vers la communauté. A cause des problèmes de sécurité, ce n'est pas possible de discuter l'acceptation des diversités dans l'orientation sexuelle publiquement. Les causeries entre les membres de la communauté ont contribué au renforcement de la confiance en eux, à un gain en légitimité, à une mise en synergie par le fait de pouvoir aider d'autres personnes comme elles. Dans certaines circonstances, toutefois, on a vu un changement positif dans la communauté malienne en termes d'accueil sans discriminations des personnes LGBTQ : accueil dans les lieux de formation, travail et hébergement, cela à travers le plaidoyer de CAS.

La sensibilisation de la gendarmerie menée par l'ATC sur les femmes travailleuses de sexe, également réalisée par le biais des capsules du projet Kafamuya, a permis de réduire, selon ATC, les cas d'harcèlement à l'encontre de cette catégorie de personnes. Il est certain que le renforcement de ces rencontres avec les autorités pourrait encore améliorer le dialogue et le respect envers ces femmes.

Est-ce que les OSC ont acquis les capacités à gérer des autres projets et offrir des services ?

Les OSC financées par l'initiative ont toutes été soutenues par le CISP dans la rédaction de leur projet. Le CISP a assuré une formation continue et un mentorat tout au long de la phase d'élaboration du projet. Cela a été très apprécié par les OSC qui ont acquis des compétences pouvant être utilisées pour la rédaction d'autres projets.

En ce qui concerne la gestion administrative, le CISP a proposé une véritable formation et un suivi détaillé à partir de la seconde moitié des projets. Là encore, de nombreux rapports d'OSC se sont améliorés.

Est-ce que les micro-projets ont eu un impact positif sur les groupes cibles ?

L'impact sur la population cible peut être résumé comme suit :

- ✓ La réinsertion dans leur pays d'origine d'au moins 25 femmes et enfants qui vivaient dans des conditions très vulnérables au Mali.
- ✓ L'arrestation de 6 trafiquants d'êtres humains.
- ✓ La prise en charge médicale ou juridique de 8 filles testé VIH+, 8 filles victimes de VBG et 5 femmes migrantes.
- ✓ Les conditions nécessaires à l'insertion socioéconomique de 10 jeunes (2 filles et 8 garçons) déplacées internes de Faladié et 15 migrants (8 femmes et 7 hommes) ont été créées ;
- ✓ L'autonomisations de 10 femmes migrantes travailleuse du sexe à travers la danse, quelques-unes ont arrêté le travail du sexe, tandis que d'autres sont retournées dans leur pays d'origine.
- ✓ L'autonomisation de 476 filles dans le travail domestiques qui ont pris conscience des risques liés aux maladies sexuellement transmissibles.
- ✓ La prise de conscience des habitants de certains quartiers de la ville sur le phénomène migratoire et les conditions que vivent certains migrants.
- ✓ Le renforcement du système de référencement pour les migrants et les PDI, en particulier pour les femmes en termes de prise en charge médicale et juridique.

Résultat 3

Comment le travail de réseau entre les agences locales, internationales et gouvernementales sont amélioré et ont amélioré la gestion des dossiers ?

Plusieurs événements publics de présentation du film Regard, des capsules VBG, du livre Sira, des spectacles de danse et théâtre¹, des body mapping, des photos (issues de l'atelier Photo Voice et de l'association Yamarou Photo), et des dessins des enfants de la rue ont changé le regard des participants attentifs. Toutes les œuvres artistiques avaient des messages très puissants qui n'ont pas laissé indifférent le publique aux souffrances des femmes, hommes et enfants migrants et déplacés.

¹ Trois Performances sont issues de l'atelier « Care – Empowerment – Expressions artistiques » dont « Mussow Lakana » : qui est une mise en scène dans / voix au départ de la construction de l'exercice cris du cœur sur un certain nombre de colère des femmes face à l'injustice et les VBG subies ; « Images du cœur » : Parcours en photos sur les souvenirs précieux des femmes victimes de VBG durant leur parcours migratoire ; « Paroles de femmes brisées » : Trois (3) Récits orales relatant les colères, les injustices de femmes sous forme de podcast. Une performance est issue de la formation facilitée par l'association Jiriladon.

Nous avons pu interviewer différents agences et institutions :

- **Le FORum des ONG au Mali (FONNGIM) qui l'organisme de coordination des ONG au Mali.** Son directeur Hacen Mohammedi nous communique à l'égard de la journée de restitution « Retour sur l'expérience de l'at au service des femmes et des enfants vulnérables au musée du district de Bamako.

« Cela a été un plaisir de participer et d'avoir pu voir le résultat du travail qui a été fait par les adolescents du camp de Faladié, de même que le travail des femmes déplacées internes avec un aperçu de toutes les violences basées sur le genre au travers du Body Mapping, la beauté des œuvres est très parlante sur le vécu de ces femmes. Chaque détail nous révèle une partie de leur parcours forcé et des traumatismes associés tout en étant très pudique. Les dessins des enfants étaient intéressants quand on sait qu'ils ont été réalisés par des enfants de la rue qui sont autour de la mairie et du musée de Bamako et de voir la possibilité pour eux d'être présents. Ce qui m'a beaucoup plu pour moi, c'est le Photo Voice avec les enfants PDI, imaginer qu'ils se déplacent eux-mêmes prendre les photos de leur environnement, photos des outils ou des objets qui leurs rappellent le lieu où ils vivaient auparavant au village, leurs vies d'avant et la vie de déplacé. Tout cela se fait sans misérabilisme, alors qu'on les voit dans des conditions assez difficiles de vie. Au contraire on voit de l'optimisme de la part de ces enfants-là. En plus j'ai apprécié le fait d'avoir mis les textes des enfants auprès des photos dans un français un peu cassé c'est vraiment très bien, on peut entendre l'enfant exprimer ce que les photos visualisent. On entend les messages portés par ces enfants notamment sur ce qui pourrait être fait pour améliorer leurs conditions de vie. »

En termes de plaidoyer, je trouve cela très fort, en plus le jour de l'évènement les femmes et les enfants étaient présents ce qui a donné beaucoup plus de force à l'évènement et aux outils qui sont développés. Personnellement ce qui m'a le plus touché c'est les témoignages des enfants de rue sur la drogue, cela m'a particulièrement interpellé parce que je n'avais vraiment pas conscience, qu'il avait un problème d'addiction à la drogue, qu'ils sont victimes aussi des prédateurs pour leurs pairs surtout les filles. Je n'avais pas cette vision des choses, elle m'échappait totalement. Cela m'a vraiment beaucoup interpellé et après encore une fois c'est vraiment montrer la réalité et les conditions de vie des populations bénéficiaires. Des conditions de vie ultra précaires et que le changement ne nécessite pas forcément des moyens colossaux. »

C'est au départ de mon expérience lors de cette journée que j'ai pris la décision d'utiliser l'ensemble des produits comme outil de plaidoyer pour le FONGIM.

L'objectif de l'expo que nous avons organisé à Washington au BHA a été de montrer le résultat du travail fait par les bénéficiaires eux-mêmes. Nous, Forum des ONG, on ne pense pas que c'est seulement de notre mérite que les financements de l'USAID pour le Mali n'ont pas diminuer, alors qu'il aurait dû diminuer pour 2024. Je ne pense pas que c'est de notre seul fait, mais je pense que notre activité de plaidoyer a contribué à cela. C'est vrai que nous avons eu la chance d'avoir l'ancienne directrice de l'USAID au Mali qui est nommée directrice du bureau Afrique à Washington au BHA, qui nous a beaucoup appuyé pour organiser l'évènement. Les gens étaient là et c'était intéressant de voir les réalités du terrain, les droits des enfants, des femmes, etc... Cela a eu un impact sur les enfants qui étaient présents il y avait +/- 40 par participants (les représentants du gouvernement, les autorités, les institutions gouvernementales américaines, d'ONG internationales qui ont des bureaux là-bas, des centres de recherche, etc...) Les représentants des PDI du Burkina et du Mali à Washington ont beaucoup apprécié, parce que d'habitude c'est d'autres personnes qui parlent à leurs places. Mais là, c'est vraiment les résultats d'un travail fait par des PDIs, c'est important pour eux de montrer leurs conditions de vie précaire, que leurs voix soient entendues. En tout cas nous avons eu des félicitation, l'USAID nous a encouragé

à continuer dans cette dynamique. Ils nous ont dit que le Sahel est peu représenté au niveau du plaidoyer à Washington. »

→ Une représentante d'ECHO lors de la même journée (Sandrine ABDELJELIL).

J'ai été très fortement interpellé pour ma part par les œuvres grandeur réelle réalisées par les femmes PDI, les détails qui nous interpellent sur leur body mapping. La présence des femmes, fières d'être présentes lors de l'évènement et la présentation d'être là était très touchant, j'ai pu ressentir l'effet thérapeutique, je ne suis pas psychologue, je dirais plus réparateur sur ces femmes debout et acclamé par le public. En prenant conscience de ce genre de méthodologie, je pense qu'on pourrait l'intégrer à nos axes d'intervention dans l'urgence.

→ Un représentant du HCR volet protection (Jacques Henry Ngom)

J'ai été fortement touché par cette exposition. J'ai fortement encouragé mes collègues. Ma sœur en visite à Bamako et travaillant au Nations Unis à New York est venue la revoir avec moi. En tant qu'acteur des Nations Unis ont à tendance à s'éloigner de la réalité de nos bénéficiaires, ce ne sont plus que des chiffres, des statistiques, cette démarche nous fait retomber dans les ténèbres de notre travail auprès des plus vulnérables, le mandat du HCR.

L'institution

Musée de Bamako : La journée de restitution « Retour sur l'expérience de l'at au service des femmes et des enfants vulnérables au musée du district de Bamako.

« Les activités ont permis d'animer le musée, jusqu'à présent, il y a des gens qui passent demander quand aura lieu des expositions de ce genre. La période était fructueuse et cela a permis de changer de cadre du Musée. Les enfants mais, surtout les femmes PDI, c'était la première fois qu'il ont une activité les concernant. L'exposition été très intéressante, c'est pourquoi le musée a fait la demande de garder l'expo pour un plus long moment. Cela a attiré un public de tout genre : enfant talibé, les adultes, les femmes qui vont au marché, les écoliers, les artistes, le personnel du musée etc... Elles sont aussi demandeuses de ce genre d'activité car le musée est là pour ça. C'est surtout les œuvres des enfants de la rue, je me disais à moi même si j'avais les moyens d'encadrer tous ces enfants, je l'aurai fait. L'exposition de Arnold Grojean, je passais toute la journée à visiter, à lire les histoires, il m'arrivait d'avoir les larmes aux yeux. J'aime beaucoup les enfants, les voir comme ça. L'exposition a changé mon regard»

« Mes collègues de la mairie ont visité l'expo et même lors des réunions avec notre délégation spéciale qui est à la tête de la mairie qui gère les affaires avant les élections, j'en ai parlé. Et le chef de la délégation est venu visiter l'expo. Il a beaucoup apprécié le travail des enfants vivants dans la rue mais également des femmes PDI. »

« Moi personnellement, si j'avais les moyens, j'allais créer un centre de formation pour les enfants de la rue avec des ateliers de formation. Les enfants se forment et après ils vont chercher du boulot et même où ils vont rester dans le centre pour être encadrés et au fil du temps ils pourraient encadrer d'autres enfants. Pour les femmes déplacées, on pourrait créer pour elles des ateliers pour fabriquer, les colliers, les nattes, les paniers, la savonnerie, les teintures, le henné, la coiffure, etc... »

Mme Sidibé assistante au Musée : *les Body Mapping n'ont beaucoup impressionné. Je ne savais pas qu'on pouvait faire cela. Le jour de l'exposition, j'ai vu comment les femmes étaient émerveillées devant leur Body Mapping, elle-même se regardait en se disant « ah, c'est moi ».*

« Je n'avais aussi jamais été sur le site PDI, mais après l'expo, j'ai été voir le site de Faladié et les conditions de vie défavorable. Mais grâce à des petits soins comme ça elles ne se sentent pas trop rejetées. Ça leur permet de se sentir femmes jusqu'à présent. Ce n'est pas facile de quitter un endroit pour un autre avec un enfant dans les bras. J'ai vu que la plupart sont des peulhs et des Dogons et je me disais qu'il faut que la paix revienne sinon ça joue beaucoup de tragédies. Les gens ne voient pas tout ça, on attend juste qu'il y a eu tant de militaires qui sont morts au front, etc. Et on ne voit pas la souffrance de ces femmes et ces enfants. Mais, vous avez pu faire les sortir cela. »

Concernant la présentation des outils de sensibilisation lors de la journée de la présentation des outils de sensibilisation (le film R | égard, le livre Sira)

Le public du film a été touché profondément et ils ont dit :

« En tout cas j'ai aimé. Ça m'a fait repenser à ce que je vis en fait et c'est triste comme effet, ça me fait penser à ce qu'on vit tous les jours et à savoir se battre pour pouvoir subvenir aux besoins de la famille. Ma météo c'est l'envie de continuer à me battre, aller de l'avant ... du courage. » « J'ai été touché émotionnellement, par rapport au film, par rapport au message que ça véhiculait, ça montre la vulnérabilité des migrantes, surtout l'incapacité de faire quelque chose par soi-même par rapport à l'endroit, l'atmosphère, le pays où nous nous trouvons ici au Mali. Il y a un problème de communication, il faut bien comprendre la langue pour mieux t'intégrer c'est un peu ça. Le film m'a donné beaucoup d'émotions, d'autres ont été vraiment touché et d'autres n'ont pas pu accepter la souffrance des migrants. »

Le spectacle de danse organisés par Jiriladon ont été marqués par la couverture médiatique de la part de la presse écrite (Malijet).

A travers les expos des photos au musée de Bamako, un impact relevant a eu la mise en place d'une passerelle entre les jeunes déplacés internes et les collectivités territoriales dans le cadre du soutien humanitaire envers cette couche sociale fragile. Cette passerelle a été réussie grâce à l'exposition photographique à laquelle les élus locaux étaient présents.

3.4. Efficience

De manière générale l'action était très efficace dans l'utilisation des fonds, tandis que le nombre des bénéficiaires directs est au moins une fois et demi plus de ce que la proposition avait prévue.

La prise en charge dans les centres d'accueils (ARACEM ou ceux des micro-projets) a coûté 30-40 euros par personne, coût qui est très raisonnable considérant que les migrants sont restés dans les centres pour au moins 3 jours à, parfois, quelques semaines. La prise en charge par CAS des 22 cas de personnes menacés par la famille, la communauté malienne ou les autorités, était beaucoup plus chère (250 euros par personne) car CAS n'a pas un centre d'hébergement. Le soutien de CAS incluait le loyer de 6 mois, pour lequel il faut tenir en compte la question de sécurité des logements. La prise en charge médical de ATC a été aussi très raisonnable de 11 euros par personne.

Le coût des groupes de parole était assez bas, autour de 8 euros par personne par séances, mais la même personne participe aux groupes de parole même plusieurs fois (1-4 fois), donc 32 euros par personne pour un cycle de 4 séances.

Pour ce qui concerne les formations des animateurs sur le Groupe des Paroles Thérapeutique et le Travail Thérapeutique de Réseau les coûts par personne étaient d'environ 170 euros par personne. Cela parce que les formations ont été faites sur plusieurs étapes.

Ce qui a coûté beaucoup plus sont les activités de CARE et SOINS qui ont toutefois montré l'impact plus grand : environ 630 euros pour les ateliers CARE, 500 euros pour celle de body mapping, et 120 pour celle de Photo Voice. Le cout des séances de design avec les enfants de la rue était un peu plus cher du Photo Voice (30 euros par jour et le Photo Voice était sur 5 jours).

Les événements de sensibilisations et plaidoyer représentent un coût d'une moyenne de 15 à 20 € par personne en fonction du nbre d'intervenants ou des prestations artistiques associées. Celui-ci comprend l'ensemble de l'organisation (boisson, restauration quand il y en a, frais de déplacement de certaines personnes, prestations associées au niveau présentation artistiques), nous n'avons pas tenu compte des produits de visibilité qui est une activité transversale à toutes les activités du projet. Ce qui est un coût correct au vu de l'ampleur et retombés des différents temps de rencontres sur les journées thématiques et les 2 tables rondes. Cela a ouvert de nouveaux champs d'intervention pour les bénéficiaires et a offert une bonne qualité pour le plaidoyer du FONGIM. En effet le fait de rendre ces rencontres associées à des produits artistiques les a rendus plus perspicaces mettant les bénéficiaires au cœur du plaidoyer.

3.5. Durabilité

Pour évaluer la durabilité du projet, on répond de manière générale à la question suivante : « **Les résultats des activités sont-ils maintenus après la fin du projet ?** »

L'approche stratégique du projet visant à renforcer les capacités de la société civile locale à offrir des services de qualité et coordonnés aux groupes cibles est très bonne. 2 partenaires (CAS et ATC) sur 3 inclus dans la deuxième année du projet ont les ressources pour continuer au moins certaines activités (ATC causeries et prise en charge médicale, CAS causeries et groupes de parole). 3 OSC sur 9 OSC bénéficiaires des subventions en cascade ont la capacité de continuer des activités après la fin du projet avec des autres financements.

Les formations dispensées au personnel des partenaires, qui ont ensuite transmis la formation à d'autres membres de l'organisation, constituent sans aucun doute une stratégie efficace, tout comme la mise en réseau des différents acteurs par le biais du TTR et le développement d'une cartographie. Tous les produits de communication participative, dont la pertinence sera certainement importante pendant de nombreuses années, sont également à utiliser à long terme.

D'autre part, tous les services directs ne peuvent évidemment pas se poursuivre au-delà de la durée du projet sans un soutien externe supplémentaire. Il en va de même pour les activités de sensibilisation, qui doit se poursuivre afin d'atteindre de nouveaux bénéficiaires mais la majorité des partenaires ont intégré les concepts et continuent à les utiliser. Les œuvres issues des activités continuent à être utilisé pour le plaidoyer notamment lors d'une journée à Genève sur le plaidoyer contre les VBG dans le cadre des 16 jours d'activisme, elles seront également en Belgique lors de la conférence International culture et santé mentale : Réfugiés qui se tiendra à Gand les 28 et 29 novembre 2024.

SECTION 4 - CONCLUSION

Le projet « Kafamuya » a répondu de manière pertinente aux problèmes des groupes cibles, migrants, réfugiés et PDI avec un focus sur les femmes et les travailleuses du sexe, et les minorités genre. L'approche s'est déroulée sur trois niveaux interconnectés : le niveau individuel, avec la réponse immédiate aux besoins des groupes cibles (résultat 1) ; le niveau communautaire, avec la sensibilisation des groupes cibles mais aussi des communautés d'accueil (résultat 2) ; et le niveau institutionnel, avec le plaidoyer et le renforcement du réseau d'acteurs de référence gouvernementaux et non gouvernementaux (résultat 3). Selon les indicateurs du projet, tous les résultats du projet ont été atteints au-delà des attentes, et cela grâce à des ajustements réalisés à la fin de la première année, en prenant en considération les recommandations du rapport d'évaluation intermédiaire. De plus, la collaboration avec le SamusocialMali a permis ainsi le développement des résultats 1 et 2, par la continuité des activités de prise en charge psychosociale des personnes déplacées à l'intérieur du pays, notamment à Bamako, suite au retrait d'AMSODE.

Les résultats obtenus et l'impact observé sur les personnes cibles confirment la validité de la théorie du changement de l'action.

Pour ce qui concerne le résultat 1, la prise en charge individuelle a été d'une importance capitale pour 7480 personnes qui étaient hébergées et nourries dans les centres d'accueil, soutenues par la prise en charge sanitaire, juridique et de relocalisation à travers les acteurs du système de référencement. Cependant, le travail du projet sur la prise en charge émotionnelle et l'autonomisation des personnes ayant subi diverses formes de violence, au cours de leur migration ou de leur recherche d'identité, était la composante qui a eu le plus grand impact sur les groupes cibles, car elle a régénéré la confiance en soi et renforcé la capacité à surmonter les violences subies. Ces deux derniers éléments sont fondamentaux pour reconstruire un nouveau parcours de vie qui puisse offrir aux personnes un bien-être émotionnel et économique. Donc les ateliers CARE, le body mapping, le photo voice et les groupes de paroles peut être mis en évidence entre les méthodologies de succès. La durabilité des systèmes de réponse aux besoins des groupes cibles repose sur la disponibilité d'animateurs et de travailleurs sociaux bien formés pour offrir des services de qualité dans le cadre du projet.

L'atteint du résultat 2 a contribué à construire la cohésion sociale dans certains quartiers de Bamako, en changeant le regard des populations d'accueil sur les groupes de migrants et vice-versa et en remettant en question les stéréotypes dans les deux sens. La cohésion sociale entre les femmes de différents groupes ethniques et de plusieurs quartiers des camps PDI à Bamako était aussi un effet secondaire des activités de empowerment à travers la méthodologie du Body Mapping. L'action a amélioré la connaissance des risques et mesures de protections relative de la santé sexuelle et reproductive des femmes travailleuses du sexe et des filles domestiques et a amélioré la compréhension des risques de la migration entre les populations en transit. Les membres de la communauté de minorité de genre ont acquis une majeure conscience des risques et mesures préventives pour la protection de la sécurité personnelle, sociale et économique. La durabilité des initiatives de sensibilisation ne dépend pas seulement de l'amélioration des capacités du personnel des organisations civiles et de la capacité accrue à trouver d'autres sources de financement pour poursuivre le travail, mais aussi de la disponibilité d'une boîte à outils de communication de haute qualité à laquelle tous les partenaires du projet ont accès.

La qualité des outils de communication produite (le livre Sira, le film r/Egard, les capsules VBG, les podcasts), qui traitent des questions d'inclusion sociale et de violences à travers les mots de personnes qui ont vécu ces injustices, est exceptionnel. Ces produits ont le potentiel de toucher fortement la sensibilité, de changer la perception et les préjugés de la communauté malienne, des prestataires de services et des communautés

migrantes elles-mêmes sur certaines questions très délicates. Cependant un plan de communication pour ces produits n'était pas élaboré en détail et les partenaires n'étaient pas formés dans le développement d'une stratégie de sensibilisation et de plaidoyer.

Pour ce qui concerne le résultat 3, la cartographie même si diffusée tardivement a pu être distribuée lors d'une journée sur migration et sera un élément de référence. Le sociogénogramme comme élément du TTR semble être confirmé comme un élément qui devrait être une référence dans le cadre du monitoring protection comme outil diffusé par le HCR, de même dans le cadre du RRM et post RRM. Les outils du résultat 1 du projet qui ont soutenu pleinement le plaidoyer bien au-delà des objectifs du projet, l'engouement pour la mise en valeur des bénéficiaires est remarquable et remarqué au niveau international.

La mise en œuvre des activités du projet a été conforme au calendrier prévu de 24 mois. De manière générale l'action était très efficace dans l'utilisation des fonds, tandis que le nombre des bénéficiaires directs est au moins une fois et demie plus de ce que la proposition avait prévue.

Le niveau de satisfaction des bénéficiaires concernant les formations, les services d'écoute et d'accueil, les ateliers artistiques et les séances d'information et de sensibilisation est généralement très élevé.

Les partenaires ont établi une bonne relation, coopération entre eux mais aussi avec d'autres agences du TTR. Toutefois, la collaboration entre les partenaires du projet était partielle. Quelques échanges et référencement ont eu lieu entre ARACEM, AMSODE et ATC. CAS n'a pas pu s'intégrer dans le travail des autres car leur groupe cible est un groupe caché dans la société malienne et, à cause des raisons de sécurité, ces groupes cibles ne sont pas visibles aux autres organisations.

Avec l'intention de créer une action qui travaille sur l'intersectionnalité des combats des groupes plus vulnérables, Kafamuya a peut-être voulu trop diversifier les groupes cibles et donc répondre de manière un peu dispersive aux besoins de nombreuses catégories de personnes, plutôt que de se concentrer uniquement sur certaines catégories de manière plus approfondie. D'autre part, dans les ateliers de CARE, il était très important d'avoir la présence de femmes avec des situations très différentes (migrants internes, migrantes, réfugiées, travailleuses du sexe, minorités de genre) pour qu'elles puissent partager leur vécu avec des personnes extérieures à leur entourage qui a subi d'autres types de violence. Cela leur a permis de sortir de leur contexte et de faire l'expérience de la non-discrimination et du non-jugement, y compris de la part de personnes autres qu'elles-mêmes.

SECTION 5 - RECOMMANDATIONS

Cette évaluation suggère plusieurs actions à mettre en œuvre dans un projet futur :

1. Concentrer le projet sur un nombre plus restreint de vulnérabilités afin d'avoir plus d'impact. En effet, le projet visait à travailler sur l'intersectionnalité des combats des réfugiés, des déplacés internés et des communautés d'accueil, avec un focus sur les femmes victimes de la traite des êtres humains, les minorités de genre et les enfants. S'il est vrai que de nombreuses formes de violence et d'injustice sont communes, comme la violence fondée sur le genre, chacune de ces catégories de personnes vulnérables vit des situations différentes. Puis, essayer d'offrir des services à tous peut être dispersif et avoir moins d'impact.
2. Proposer aux animateurs et aux prestataires de services des formations plus ciblées et axées sur la pratique en matière de Travail Thérapeutique de Réseau et de Groupes de Parole Thérapeutiques. Il a été noté que les formations proposées au cours de la deuxième année étaient plus stratégiques car elles ont facilité la mise en pratique des notions théoriques et donc plus efficaces pour le travail du terrain des animateurs. Cette proposition permet également de réduire le coût des formations par personne, qui était assez élevé dans ce projet.
3. Fournir un service de suivi et mentorat aux personnes formées pendant toute la durée du projet. Il est bien connu que la formation en classe ne suffit pas à garantir que les personnes formées utilisent de manière satisfaisante les connaissances qu'elles ont acquises. Il est essentiel d'envisager qu'une équipe de projet suive les activités des partenaires afin d'assurer la qualité des services selon les standards de la formation et de fournir une formation continue aux animateurs.
4. Renforcer le soutien psycho-social dans les futurs projets de protection. Proposer, donc, des ateliers CARE, de body mapping et de Photo Voice comme formations d'animateurs et financer ainsi de nombreux ateliers ou réunions de groupe facilités par les animateurs locaux formés utilisant ces méthodologies artistiques pendant toute la durée du projet. Les méthodologies artistiques peuvent aussi être inclus dans le groupe de parole thérapeutique pour améliorer son impact. Pour faire ça, il faut former une équipe spécialisée et, avec elle, prévoir une co-création des outils et des parcours de soutien psycho-social.
5. Développer également une stratégie de communication pour l'utilisation des produits de sensibilisation et plaidoyer créés pendant le projet au-delà de l'événement de lancement. La stratégie de communication doit être développée avec les codemandeurs et les partenaires clés du projet afin que l'utilisation de ces produits puisse être internalisée par chaque partenaire et que l'impact ait un effet en cascade sur le public cible de chaque partenaire.
6. Proposer un système de coordination avec les partenaires impliquant non seulement les chefs de projet mais aussi les animateurs. Cela permet de motiver les personnes travaillant sur le terrain en les impliquant davantage, de renforcer le système de coordination entre le personnel de terrain des différents partenaires, d'enrayer les faiblesses de communication interne entre les partenaires, de rendre les réunions de coordination moins formelles et plus pratiques.
7. Prévoir moins de subventions en cascade, une durée plus longue et un budget plus important. Évaluer les capacités de gestion des organisations de la société civile avant de les financer. De la même manière qu'il y a eu une bonne formation et un bon suivi lors de la formulation des projets, il devrait y avoir une formation structurée sur la gestion des projets des bénéficiaires de subventions

immédiatement après la signature des contrats. Prévoir un suivi continu des actions financé à travers les subventions en cascade.

8. Mettre en place un système de suivi du projet et désigner une personne chargée du développement des outils de suivi, de la formation des partenaires, des collecte et analyse régulière des données.
9. Inclure la formation professionnelle dans les activités de prise en charge ou mettre en place un partenariat avec des organismes spécialisés. Cela a été demandé par les personnes bénéficiant d'un soutien psychosocial, mais également recommandé par le représentant du gouvernement d'un camp PDI.



